

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 26 JANVIER 2011

WOENSDAG 26 JANUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 20 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de M. Tanguy Veys à la ministre de l'Intérieur sur "la publicité de l'administration au sein des conseils de police" (n° 2074)

01.01 Tanguy Veys (VB): Conformément au règlement d'ordre intérieur de la VVSG (l'union des villes et communes flamandes), l'ordre du jour des séances des conseils de police est rendu public par affichage dans les maisons communales des communes des zones concernées. Les citoyens intéressés peuvent s'abonner à cet ordre du jour par la voie électronique. Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre de la publicité de l'administration. Dans la zone de police Escaut-Lys, rien n'indique que ce règlement soit appliqué. Les conseillers et la presse sont avertis à la dernière minute, il n'est procédé à aucun affichage et aucune possibilité d'abonnement électronique à l'ordre du jour n'est offerte. Cette zone de police ne serait même pas dotée d'un règlement d'ordre intérieur.

Comment une zone de police doit-elle rendre public l'ordre du jour des séances du conseil? Si le règlement d'ordre intérieur d'une zone de police ne comporte aucune disposition en matière de publicité, quelles mesures peuvent-elles être prises? Quelle instance peut-elle intervenir? L'application des directives du modèle de la VVSG est-elle contraignante? Quelles zones de police restent-elles en défaut en matière de publicité et de fixation à temps des dates des séances du conseil? Les zones coupables de négligence sont-elles rappelées à l'ordre? Dans l'affirmative, comment? Dans la négative, pourquoi?

01.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): L'ordre du jour du conseil de police doit, selon la loi, être affiché au moins sept jours à l'avance en cas de séance ordinaire. Dans de nombreuses communes, l'ordre du jour est également publié dans le *Streekkrant* et/ou sur internet.

Le conseil de police de chaque zone est libre de communiquer comme il l'entend, pour autant que sa communication satisfasse à un minimum légal. Les systèmes de communication sont clairement décrits dans le règlement d'ordre intérieur de chaque zone. Ce règlement d'ordre intérieur est donc une obligation légale, et il doit contenir les dispositions légales requises en ce qui concerne le fonctionnement du conseil de police, notamment en matière de publicité. Si une zone manque à ses obligations, c'est au collège de police qu'il faut s'en référer en première instance. Les membres des conseils de police disposent, dans le cadre de leur mandat, de voies appropriées qui leur permettent d'agir. Si les défaillances perdurent, on peut alors s'adresser à l'autorité de tutelle, au cas où elle ne serait pas encore intervenue afin de faire corriger le règlement.

C'est le gouverneur qui exerce ici l'autorité de tutelle, tant au nom du ministre régional de l'Intérieur qu'au nom du ministre fédéral, et ce, dans le respect de leurs compétences propres.

Le modèle cité n'est qu'un exemple. Chaque direction est libre de concevoir son propre règlement, tant sur la forme que sur le contenu. Une autre réglementation ne serait pas conforme à la législation en vigueur, car

elle constituerait une entrave à l'autonomie des pouvoirs locaux.

L'autorité de tutelle est chargée de faire en sorte qu'un minimum de publicité de l'administration soit garanti. Je ne suis pas au courant des problèmes.

01.03 Tanguy Veys (VB): Je suppose que tous les éléments sont réunis pour résoudre le problème.

L'incident est clos.

02 Question de M. Gerald Kindermans à la ministre de l'Intérieur sur "le nombre de fonctionnaires de police belges à l'étranger" (n° 1957)

02.01 Gerald Kindermans (CD&V): Une quarantaine d'agents belges participeraient à des missions à l'étranger dans le cadre de la formation et de l'entraînement de collègues étrangers. Vingt-six agents seraient actifs au Kosovo, 2 en Bosnie, 5 au Congo, 3 en Afghanistan et 3 le long de la frontière israélo-palestinienne. Ces missions s'inscrivent dans le cadre d'accords de coopération signés avec l'UE.

La ministre est-elle en mesure de confirmer ces données? La participation à ces missions est-elle régie par des accords de coopération européens? Est-il exact que la Belgique peut envoyer un maximum de 45 agents de police à l'étranger? Quel est le coût brut par agent, par mission et par pays où se déroule le projet? Ces coûts sont-ils remboursés par l'UE ou le fédéral intervient-il également? Quelles tâches les agents doivent-ils assurer dans les divers pays? Ces tâches sont-elles diversifiées?

Quelle est la clé de répartition appliquée pour définir le nombre d'agents par mission? La majeure partie d'entre eux semblent en effet être actifs en ex-Yougoslavie et non dans des pays tels que le Congo et l'Afghanistan.

02.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Je confirme les chiffres que vous avez cités. La participation des agents belges s'inscrit chaque fois dans le cadre d'une mission de gestion civile de crise généralement organisée par l'UE ou par les Nations Unies. La décision d'envoyer une mission est dès lors prise par l'UE.

Nous participons à ces missions en fonction de nos propres possibilités. La police intégrée est en mesure d'affecter annuellement 45 équivalents temps plein à des missions internationales de gestion civile de crises. Le calendrier de ces missions doit être approuvé annuellement en Conseil des ministres.

Les frais inhérents à la participation à ces missions internationales sont partagés par l'Union européenne et l'État belge. Les frais et indemnités liés à la présence sur place sont toujours à charge des organisations internationales sous le contrôle desquelles la mission est exécutée. Les autres frais sont payés par les pays participants. Le budget fédéral couvre dès lors les coûts de préparation de l'engagement et le coût de l'engagement effectif. La partie étrangère du financement est principalement prise en charge par le SPF Affaires étrangères. C'est le principe de la compensation salariale qui est appliqué dans ce domaine. En guise de compensation, les Affaires étrangères paient le salaire d'un nouvel agent recruté par la police fédérale pour remplacer l'agent parti en mission.

En 2009, le coût moyen par équivalent temps plein à charge du gouvernement fédéral s'est élevé à près de 34 000 euros. Les chiffres ne sont pas encore disponibles pour 2010.

Les agents participants accomplissent essentiellement des tâches de surveillance, de tutorat, de conseil et d'entraînement. À chaque fois, l'objectif est de contribuer au développement des services de police du pays hôte. Il ne s'agit donc jamais de maintien de l'ordre ou de fonctions opérationnelles. La décision de participer à une mission déterminée est prise par le Conseil des ministres sur la base des priorités géopolitiques belges. L'étendue de la participation est déterminée mission par mission.

Les demandes ne concernent pas que des policiers. Le nombre d'agents qui participent effectivement aux différentes missions est fonction de l'accord entre le profil des candidats et le profil recherché et de leur réussite à la procédure de sélection opérée par l'Union européenne.

Les retombées pour la sécurité interne de la Belgique des conditions de sécurité qui règnent dans un pays comme le Congo sont évidemment prises en compte.

L'incident est clos.

03 Question de M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "le succès mitigé rencontré par le service 'fraude football'" (n° 2078)

03.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Ces dernières années, l'Office central de répression de la corruption (OCRC) a acquis une expérience dans le traitement de dossiers de corruption dans le cadre de matchs de football. La répétition de tels faits a amené la création, le 28 mai 2010, au sein de l'OCRC, d'un point de contact "fraude football" qui donne accès à une plate-forme internet ainsi qu'à un numéro vert permettant de signaler les fraudes aux tickets ou les matches truqués. Il me revient toutefois que le succès rencontré par ce service serait plus que mitigé. La presse fait état – en sept mois – de seulement quatre plaintes, généralement inexploitable ou relevant d'autres juridictions.

Comment expliquer ce faible succès? Une campagne d'information sur ses missions a-t-elle été réalisée? Quelle analyse en font ses agents? Quelles perspectives souhaitez-vous développer pour ce service en 2011?

03.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le policier coordinateur pour la fraude dans le football de l'OCRC a pris plusieurs initiatives pour faire connaître ce point de contact auprès des partenaires. Des contacts réguliers ont d'ailleurs eu lieu avec le parquet fédéral, la Commission des jeux de hasard et l'Union royale belge de football. Des accords ont été passés, notamment pour l'échange d'information. Une réunion a également été organisée avec la Cellule de traitement de l'information financière pour savoir comment collaborer concrètement.

Le coordinateur "football" a présenté le fonctionnement de la cellule aux gestionnaires des dossiers "football" de la police locale. Il a aussi visité la ligue néerlandaise de football pour présenter l'approche belge, mais aussi pour mieux connaître la façon dont les Pays-Bas agissent dans ce domaine.

L'UEFA s'intéresse également à la lutte contre ce phénomène et des discussions sur une éventuelle collaboration ont eu lieu.

Des accords ont été passés au sein de la police fédérale avec les services responsables de la lutte contre la criminalité organisée depuis le milieu est-asiatique. En Belgique, le coordinateur "football" a pris des contacts ou passé des accords avec la Pro League, la cellule "Football" du SPF Intérieur, Interpol et les enquêteurs de la zone de police de Bruxelles.

Je n'ai reçu à ce jour aucun signal de la police judiciaire fédérale permettant de dire que la capacité actuelle du point de contact serait insuffisante. Ce n'est d'ailleurs pas le coordinateur policier qui mène les enquêtes.

L'objectif est de réaliser une analyse après l'été 2011, au terme de la saison de football. Il est vrai que la publicité auprès du grand public est importante et je demanderai à la cellule d'y veiller.

Pour les fraudes en matière de football signalées à la justice via le point de contact, je vous renvoie à mon collègue le ministre de la Justice.

03.03 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Vu le faible nombre de plaintes déposées, les efforts devraient porter sur la publicité.

L'incident est clos.

04 Question de M. Éric Jadot à la ministre de l'Intérieur sur "les attaques de *tophackers* présumés dans le cadre de l'affaire WikiLeaks et leur suivi par la Computer Crime Unit" (n° 2087)

04.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Les quotidiens *De Standaard* et *The Guardian* se sont récemment fait l'écho d'attaques électroniques de *tophackers*, pilotées depuis les Pays-Bas et la Belgique, en marge de

l'affaire *WikiLeaks*. Une enquête serait actuellement en cours

Comment expliquez-vous les difficultés d'identification des groupes de *tophackers*? Pourquoi la police néerlandaise est-elle plus efficace? Y a-t-il des éléments nouveaux dans l'enquête menée par la *Federal Computer Crime Unit* (FCCU)? Quelle est la nature des faits leur étant incriminés? Quelle approche souhaitez-vous développer à ce propos?

04.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Selon les spécialistes de la FCCU, il n'existe pas à l'heure actuelle de difficultés particulières dans l'identification de *hackers*. Néanmoins, le caractère international de ces phénomènes rend les enquêtes plus complexes. La Belgique doit encore transposer certaines dispositions de la législation cadre 2005/222/JAI du 24 février 2005 relative aux attaques visant les systèmes d'information.

La FCCU a soumis diverses propositions. L'enquête en cours au sein de la FCCU ne concerne pas les attaques perpétrées en décembre. Elle est donc sans lien direct avec *WikiLeaks*. Je vous renvoie à mon collègue le ministre de la Justice.

E-cops est une plate-forme destinée à permettre aux citoyens de dénoncer des faits dont ils auraient connaissance sur internet. Chaque dénonciation est analysée et seuls les cas relevant d'une infraction font l'objet d'une communication au service de police concerné ou d'un procès-verbal adressé au parquet compétent.

L'incident est clos.

05 Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "les vols dans la zone frontalière avec la France" (n° 2188)

05.01 Peter Logghe (VB): La lutte contre la criminalité transfrontalière ne représente toujours pas grand-chose, surtout du côté français. Si elle est une réalité avec les Pays-Bas, et alors qu'elle aurait dû être la règle en vertu des accords de Schengen, elle s'avère apparemment toujours impossible avec la France: la recherche et l'arrestation d'auteurs de vols transfrontaliers laisse toujours à désirer.

Quelle a été, au cours des cinq dernières années, l'évolution du nombre de vols transfrontaliers à la frontière française? Qu'en est-il de la concertation avec la France? Quand la police belge pourra-t-elle franchir la frontière française pour y arrêter des auteurs de délits? Quels arguments juridiques l'État français invoque-t-il pour s'opposer à l'arrestation de voleurs sur son territoire? Quelles initiatives prendra la ministre pour résoudre ce problème?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Les zones de police West-kust, Veurne et Ieper m'informent qu'elles sont confrontées à deux phénomènes: d'une part, la criminalité commise par les Français du Nord et, d'autre part, la criminalité commise par les bandes itinérantes de l'Europe de l'Est qui opèrent au départ de grandes villes belges et passent par le territoire français lors de leurs déplacements. Le nombre de vols qualifiés, de *homejackings*, d'attaques à la voiture-bélier et de vols dans les garages a diminué et est passé de 2 476 cas en 2006 à 1 951 cas en 2010. Le nombre d'attaques à la voiture-bélier a chuté après l'arrestation de la bande Callewaert. En 2010, les enquêteurs locaux ont arrêté seize Français du Nord.

Des réunions opérationnelles de recherche dites "franco-belges" sont organisées tous les mois. Il y a un échange d'informations permanent, par exemple en ce qui concerne des plaques minéralogiques suspectes. Les zones de police disposent d'agents de liaison qui se concertent très fréquemment avec les collègues français et des stages d'échange sont organisés pour les officiers. Des actions communes sont également organisées sur le terrain, notamment dans les transports en commun. Par ailleurs, des équipes d'enquête mixtes ont déjà été constituées également pour certains dossiers spécifiques. Il existe une concertation au niveau stratégique également. Nous faisons donc un maximum et surtout, nous opérons de la manière la plus pragmatique possible.

En vertu des traités de Schengen et de Prüm, la police belge peut, dans les cas urgents et pour des délits graves, poursuivre les suspects au-delà de la frontière et les intercepter sur le territoire français; la police

française est alors immédiatement prévenue et procède à l'arrestation. Pour permettre les arrestations transfrontalières, la Constitution française doit être modifiée. Ce n'est qu'après cette modification que la France pourra la transposer dans la législation. La France ne négocie dès lors pas encore avec notre pays à ce sujet.

05.03 Peter Logghe (VB): Si nous pouvons nous réjouir de la baisse du nombre de délits graves, nous devons toutefois constater que le nombre de délits mineurs reste élevé, ainsi que le sentiment d'insécurité chez nos concitoyens qui habitent dans une zone frontalière. Le ministre Dewael déclarait il y a trois ans que cette question faisait l'objet d'une concertation. Apparemment, celle-ci est au point mort. En trois ans, aucun résultat n'a été engrangé.

05.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Une concertation est menée en permanence, des équipes opérationnelles mixtes ont été mises sur pied mais seule une modification par la France de sa Constitution pourrait débloquer le dossier. Et la France doit d'abord être convaincue de la nécessité de cet aménagement constitutionnel. Je ne vois pas quelles négociations je pourrais mener à cet égard. Je puis uniquement tenter de convaincre la France et exercer une certaine pression psychologique.

05.05 Peter Logghe (VB): Après trois ans, nous n'avons pas avancé d'un pouce, alors qu'avec les Pays-Bas, de réels progrès ont été accomplis. Je le déplore.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "l'arrêté royal relatif à la perception d'une rétribution pour les missions de police administrative de la police locale" (n° 2205)

06.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Si l'article 90 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux (LPI) permet au Conseil de police d'arrêter un règlement relatif à la perception d'une rétribution pour des missions de police administrative de la police locale, un arrêté royal réglant les conditions de cette perception et ses modalités est nécessaire et n'a pas encore été publié à ce jour.

Un projet d'arrêté royal d'exécution de l'article 90 de la LPI a-t-il bien été adopté en Conseil des ministres? Si oui, à quel stade de son adoption est-il et quand sera-t-il publié? Sinon, pouvez-vous nous indiquer dans quel délai cet arrêté sera adopté?

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Un projet d'arrêté royal a été présenté au Conseil des ministres. Il a ensuite été soumis à l'avis du Conseil d'État, lequel a exprimé certaines réserves quant à l'habilitation qui a été donnée au ministre compétent de définir d'autres cas d'exclusion de la perception d'une rétribution que ceux qui étaient mentionnés dans le projet d'arrêté royal.

Les modifications utiles ont alors été apportées à ce projet. La poursuite de la procédure d'adoption du projet se révèle impossible à réaliser par un gouvernement en affaires courantes.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "les redevances communales en matière de stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique" (n° 2221)

07.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Depuis 2005, un certain nombre de comportements de mauvais stationnement ont été dépénalisés.

Outre l'imposition d'une sanction administrative pour violation d'une règle de stationnement, la loi du 22 février 1965 permet aux communes d'imposer à l'occupant de l'emplacement de parking le paiement d'une redevance ou d'une taxe, via respectivement un règlement-redevance ou un règlement-taxe.

Pouvez-vous m'indiquer si la police peut constater une infraction de stationnement aussi bien sur base d'un règlement-redevance que d'un règlement-taxe?

07.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): En vertu de l'article 170 de la Constitution, les charges et les impositions communales de toute nature ne peuvent être établies que par ordonnance communale.

Si certaines modalités du stationnement payant ont été dépenalisées par le législateur fédéral, le non-acquittement de la somme d'argent dû pour un stationnement interdit constitue, quant à lui, un manquement à la réglementation communale, passible de sanctions administratives uniquement.

En application de l'article 119*bis* de la nouvelle loi communale, les agents et fonctionnaires de police sont compétents pour constater les manquements à la réglementation communale, quelle que soit la nature de la sanction prévue.

L'article 29 de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière permet aux fonctionnaires de police de se consacrer à des missions qui répondent à des attentes légitimes de la population en matière de sécurité, en établissant sans ambiguïté la pleine compétence des agents de police en matière de circulation routière.

La possibilité reconnue par la loi de charger les agents de police de ce type de mission ne porte aucunement atteinte aux dispositions de la loi sur la fonction de police établissant la compétence policière générale de constatation des fonctionnaires de police.

Si d'un point de vue organisationnel, ce type de tâche est confié en priorité aux agents de police, les travaux préparatoires de l'article 29 précité démontrent que les fonctionnaires de police restent pleinement compétents en la matière.

07.03 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Votre réponse me réjouit car la procédure de recouvrement peut se faire via un règlement-taxe. Donc, cela ne coûte pas grand-chose à la commune.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "l'attribution de distinctions honorifiques aux membres des services de police" (n° 2232)

08.01 Leen Dierick (CD&V): Bien que l'arrêté royal relatif aux distinctions honorifiques de la police date du 27 janvier 2008 déjà, aucune suite n'y a été réservée. La ministre avait promis que des distinctions honorifiques seraient décernées en 2010 mais il me revient qu'il n'en a encore rien été à ce jour. Quelle en est la raison?

08.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Après la publication de l'arrêté royal, les instruments internes devaient être développés. Ils ont été mis en œuvre récemment. En 2010, 525 distinctions honorifiques de "lauréat du travail" ont été décernées. Cette année, quelque 9 000 dossiers seront traités. Les services administratifs m'ont fait savoir qu'ils sont confrontés à des problèmes de capacité, mais je compte sur les chefs de service responsables pour résoudre ce problème. Cela a duré assez longtemps. Les diplômes seront délivrés aux personnes concernées après la publication finale au *Moniteur belge* et au *Bulletin du personnel de la police intégrée*. Les personnes qui le souhaitent, pourront également acheter la médaille.

08.03 Leen Dierick (CD&V): Je me réjouis que les dossiers soient actuellement traités avec célérité.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Juliette Boulet à la ministre de l'Intérieur sur "la modification de la législation sur les systèmes d'alarme" (n° 2264)

09.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): L'article 26 de l'arrêté royal de 2007 fixant les conditions d'entretien et d'utilisation des systèmes d'alarme prévoit que, sur simple demande du propriétaire, l'entreprise de sécurité lui transmet, sans conditions et gratuitement, les codes nécessaires pour accéder aux informations et à la

programmation du système; un propriétaire peut faire appel à une autre entreprise ou s'en charger lui-même et, pour ce faire, il doit récupérer les codes ingénieur.

L'entreprise agréée a-t-elle l'obligation de donner les codes ingénieur au propriétaire qui veut s'occuper lui-même de l'entretien ou le confier à une autre société, comme la loi le lui permet? Si oui, l'entreprise peut-elle ou non facturer des frais supplémentaires au propriétaire?

09.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Une entreprise de sécurité doit effectivement transmettre gratuitement au propriétaire du système d'alarme le code nécessaire pour avoir accès aux informations et à la programmation du système, au plus tard lors de la livraison ou sur simple demande pour les systèmes existants.

Le propriétaire reste libre, à tout moment, de choisir une entreprise agréée ou de faire l'entretien lui-même.

L'incident est clos.

10 Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "des nouvelles formes de coopération ou des nouvelles missions pour les sociétés de gardiennage" (n° 2282)

10.01 Peter Logghe (VB): Selon le rapport *Private Security in Belgium*, les sociétés de gardiennage souhaiteraient se voir confier davantage de missions en concertation avec la police fédérale. À cet égard, l'échange d'informations constitue un problème. Même la communication de la plaque d'immatriculation d'un véhicule volé est impossible en application de la législation sur la protection de la vie privée.

La commission pourrait-elle obtenir un exemplaire de ce rapport? Quelles informations peuvent-elles faire l'objet d'un échange entre la police et les sociétés de gardiennage? Le gouvernement envisage-t-il de modifier la loi sur la protection de la vie privée pour que les sociétés de gardiennage disposent de davantage de possibilités pour, par exemple, identifier au moyen de caméras de surveillance et vérifier ensuite le numéro d'immatriculation de véhicules dont le vol a été signalé? Si les tâches des sociétés de gardiennage devaient être étendues, notamment à la surveillance de centres d'asile, à quels contrôles supplémentaires ces sociétés seraient-elles soumises?

10.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Le rapport *Private Security Belgium* peut être téléchargé gratuitement sur le site de la Confédération européenne des services de sécurité.

Les entreprises de gardiennage opèrent sur des terrains privés pour le compte de l'exploitant de ces terrains. La police surveille quant à elle les lieux publics. Tout comme n'importe quel citoyen, l'agent de gardiennage peut signaler à la police tout acte ou tout véhicule suspect.

Conformément à la loi sur la fonction de police, les services de police ne sont autorisés à communiquer des informations concernant des personnes identifiables qu'aux seules autorités qui exercent la tutelle sur leurs activités. La protection de la vie privée est un droit fondamental de tout citoyen dans un État de droit. Ce droit ne souffre aucune dérogation.

À l'échelon local, les services de police peuvent évidemment collaborer avec des entreprises privées et procéder avec elles à des échanges d'informations utiles. La police peut quant à elle communiquer les domaines sur lesquels elle se concentre à condition de ne divulguer aucune donnée à caractère personnel.

10.03 Peter Logghe (VB): Je considère comme parfaitement possible de voir la société civile réclamer une extension des missions des sociétés de gardiennage.

L'incident est clos.

11 Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "la délivrance de certificats de sécurité par l'AFCN" (n° 2315)

11.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Depuis 2005, l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) est compétente pour octroyer, sur la base d'un contrôle, des attestations de sécurité pour l'accès aux locaux, aux

bâtiments ou aux terrains dont elle est responsable. Aujourd'hui, un projet de loi devrait préciser et élargir le champ d'application de cette compétence et je me demande, dès lors, sur quelles bases précises on opère aujourd'hui.

De quelles installations s'agit-il et quelles sont les modalités d'accès? Combien d'attestations de sécurité ont été octroyées entre 2006 et 2010 et combien ont été refusées? Quel est le délai moyen pour l'octroi d'une attestation? En quoi consistent les *screenings* rapides dont il est question dans le rapport annuel 2005 de l'AFCN? S'agit-il des mêmes procédures de sécurité? Les attestations de sécurité ont-elles remplacé les *screenings* rapides? Le système des attestations de sécurité a-t-il déjà été évalué et quelles recommandations ont été formulées? Le projet de loi en est-il une suite? Quelles instances ont été associées à l'évaluation?

11.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): L'interprétation donnée à cette législation a toujours été de considérer que le directeur général de l'AFCN est habilité à délivrer ou à retirer des attestations de sécurité pour l'accès aux installations nucléaires. En vue de combler des lacunes d'ordre tant juridique que structurel, le ministre de l'Intérieur a décidé à l'époque de recourir plus systématiquement au *screening* rapide à condition que les institutions concernées élaborent une réglementation capable de régler définitivement cette question. La loi du 3 mai 2005 relative aux attestations de sécurité ne répond cependant que partiellement à cet objectif.

L'ensemble des travailleurs effectuant des travaux dans les zones sensibles des installations nucléaires doivent disposer d'une attestation de sécurité délivrée par l'autorité nationale de sécurité. L'enquête préalable à la délivrance de ce type d'attestation étant assez chronophage, les travailleurs concernés ne peuvent se voir autoriser l'accès aux installations qu'après avoir obtenu une attestation de sécurité de l'AFCN. Des mesures compensatoires sont imposées à cet effet. Par ailleurs, une attestation de sécurité n'est demandée auprès de l'AFCN que pour les visiteurs qui doivent pénétrer dans la zone sensible. Ici également, des mesures compensatoires ont été prévues.

Le nombre d'attestations respectivement demandées, accordées et refusées s'est élevé à 5 540, 5 500 et 40 en 2006, 7 496, 7 448 et 48 en 2007, 9 383, 9.300 et 83 en 2008 et 9 386, 9 331 et 55 en 2009.

Le délai pour la délivrance de l'attestation de sécurité est de 15 jours. Le système des attestations de sécurité a été ancré dans la loi dès 2005. Les titulaires de ces attestations de sécurité n'étaient toutefois pas autorisés à accéder au matériel, aux documents ou aux lieux catégorisés. Une nouvelle réglementation complémentaire était donc requise et un projet de loi a été élaboré en concertation avec toutes les instances concernées. Je compte le présenter la semaine prochaine au Parlement.

11.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Dans les faits il n'y a donc pratiquement pas de différence entre les *screenings* rapides et les actuelles attestations de sécurité et un cadre législatif clair n'existe que depuis 2005. Et que faut-il penser des mesures compensatoires?

11.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Je répondrai à tout cela en commission la semaine prochaine.

11.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Il est question dans le rapport annuel de 2005 de 22 000 demandes pour des *screenings* rapides mais depuis l'introduction du cadre législatif, le nombre d'attestations de sécurité est beaucoup moins élevé.

11.06 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Je propose d'en parler également la semaine prochaine.

L'incident est clos.

12 Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "l'impact du projet MYRRHA sur l'AFCN" (n° 2319)

12.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le projet MYRRHA a pour objectif ultime le développement d'un réacteur de recherche pour le CEN et coûtera pas moins de 960 millions d'euros. L'octroi des permis

nécessaires et la définition des critères de sécurité ressortissent, pour ce nouveau type de réacteur également, à la compétence de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN).

Quelles démarches l'AFCN a-t-elle entreprises depuis la décision intervenue en mars 2010? Comment la concertation à ce sujet avec le CEN et le ministère de l'Énergie se déroule-t-elle? Quelle charge de travail supplémentaire la phase de projet et de programmation du projet MYRRHA représentera-t-elle pour l'AFCN? À combien de recrutements supplémentaires sera-t-il procédé? Combien de membres du personnel de l'effectif actuel seront-ils affectés à ce projet? L'AFCN dispose-t-elle de suffisamment d'informations et d'expertise pour aborder la phase de projet et de préparation d'une manière approfondie? Des accords ont-ils déjà été conclus entre l'AFCN et le CEN?

Quand les indispensables critères de sécurité seront-ils élaborés? Dans quel délai l'AFCN pourra-t-elle se prononcer sur un éventuel agrément? Le CEN rêve d'une échéance à 2014. De l'avis du ministre, ce calendrier est-il réaliste? A-t-on déjà évalué la charge de travail supplémentaire que devra supporter l'AFCN à l'issue de la phase d'agrément? Notre pays supportera-t-il intégralement les frais de contrôle? Le premier ministre s'active encore à la recherche de partenaires internationaux, mais aucun accord financier n'a encore été conclu.

12.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Après la décision du Conseil des ministres du 5 mars 2010 relative au projet MYRRHA, l'AFCN a contacté le CEN. Une proposition de convention entre le CEN et l'AFCN a déjà été transmise au CEN. Une réunion entre les conseillers compétents de l'Intérieur et du Climat et de l'Énergie a encore été organisée la semaine dernière au niveau du cabinet.

L'AFCN recrutera quatre personnes supplémentaires pendant la phase de projet et de préparation. Plusieurs mécanismes de financement possibles sont actuellement à l'examen.

Étant donné que le réacteur MYRRHA est un projet innovant, voire unique à l'échelle mondiale, il est logique que l'AFCN ne dispose pas encore de l'ensemble des informations et de l'expertise nécessaires. L'AFCN a dès lors pris contact avec des autorités de sûreté étrangères qui ont de l'expérience pour certains aspects spécifiques du projet. L'AFCN et le CEN ont déjà tenu plusieurs réunions en 2010.

L'AFCN a également préparé une structure de projet interne et est prête à examiner les aspects de sécurité. L'AFCN est prête à relancer la collaboration avec le CEN dès que des précisions seront données sur l'intervention de l'autorité de sûreté dans la phase de pré-licence.

Le CEN est l'exploitant responsable de l'installation et supporte tous les frais de contrôle et d'inspection. La manière dont le CEN règle cela avec des partenaires internationaux est une question qui relève de la compétence du ministre du Climat et de l'Énergie.

12.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le financement de la période précédant l'octroi des licences et de la période suivant l'octroi fait dès lors l'objet d'une discussion entre l'AFCN et le CEN. Il faudra également tenir compte du risque de forte dépendance, non seulement au plan financier mais aussi en ce qui concerne l'expertise. L'AFCN devra en outre consulter souvent le CEN. J'espère que la ministre veillera avec nous à l'indépendance de l'agence de contrôle nucléaire.

L'incident est clos.

13 Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la dotation fédérale 2010 encourageant la politique de recrutement dans les zones de police" (n° 2305)

13.01 Josy Arens (cdH): Le gouvernement avait décidé, lors du conclave budgétaire de mars 2010, d'octroyer des moyens supplémentaires à la police fédérale et aux zones de police. Un montant de 7,732 millions d'euros fut libéré pour permettre aux zones de police de recruter 175 ETP. L'arrêté royal du 22 décembre 2010 ne précise pas comment est calculée la partie de la dotation attribuée à chaque zone.

Quels ont été les critères de répartition de cette dotation? Est-elle annuelle, *one shot* ou renouvelable

régulièrement? Certaines zones, disposant d'un nombre équivalent de policiers, touchent quatre à cinq fois plus que d'autres. La zone Aubange-Athus-Musson-Saint-Léger, en déficit structurel, a touché très peu d'argent. Pourriez-vous me fournir une explication sur cette politique?

13.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La majeure partie de la dotation (5 millions d'euros) a été attribuée de manière linéaire aux 196 zones de police. Le surplus (2,732 millions d'euros) a été réparti en trois catégories, conformément à la notification du Conseil des ministres: une aide supplémentaire aux zones bruxelloises pour y améliorer la sécurité; une dotation complémentaire à trois zones de police présentant une situation budgétaire difficile particulière (Condroz-Famenne, Hermeton et Heure et Hamme-Waasmunster); enfin, quatre zones présentant sur leur territoire un établissement pénitentiaire ou une institution assimilée exerçant une pression particulière sur la capacité opérationnelle (Bertrix-Bouillon-Daverdisse-Herbeumont-Libin, Hoogstraten-Merksplas-Rijkevorsel, Herstappe-Tongres et Herent-Kortenbergh).

Ces zones présentent des particularités qui nécessitaient une intervention en attendant la réforme globale et structurelle du financement des zones.

13.03 Josy Arens (cdH): Je regrette la façon un peu linéaire dont une grosse partie a été distribuée. La zone d'Aubange a énormément de problèmes frontaliers. La zone d'Arlon a des dizaines de milliers d'heures supplémentaires pour le transfèrement des détenus. Comme membre du collège de police, je vais effectivement maintenant interdire, comme d'autres membres du collège, ce transfèrement des détenus. Peut-être le ministre de la Justice trouvera alors qu'il faut agir différemment à l'égard de certaines zones.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 1265, 1513, 1525 et 1838 de Mme Smeyers ont déjà été reportées et sont dès lors devenues caduques.

14 Questions jointes de

- **M. Tanguy Veys au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les problèmes avec les Roms à Gand" (n° 1778)**

- **M. Tanguy Veys au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les problèmes avec les Roms à Gand" (n° 1779)**

- **M. Tanguy Veys à la ministre de l'Intérieur sur "les problèmes avec les Roms à Gand" (n° 1781)**

14.01 Tanguy Veys (VB): À Gand, le nombre de revenus d'intégration versés par le CPAS à des citoyens de l'UE a environ quadruplé en deux ans. Le problème posé par les Roms est très aigu, et est lié en partie à la manière dont on décide à qui le CPAS octroie ou n'octroie pas le revenu d'intégration. Le ministre flamand Bourgeois a toujours renvoyé la balle au gouvernement fédéral, lui demandant d'envoyer aux CPAS une circulaire afin de régler ce problème.

L'année passée, le bourgmestre de Gand a supplié la population de ne pas aider les Roms afin de ne pas en attirer d'autres. C'est pour le moins une démarche atypique de la part d'un socialiste.

Quelle est la position du secrétaire d'État par rapport à ce problème? Estime-t-il que le bourgmestre de Gand a raison de tirer la sonnette d'alarme, ou juge-t-il que la ville de Gand est responsable du problème et doit s'en prendre à elle-même? Pense-t-il, comme le bourgmestre, que l'Europe doit régler le problème, ou le gouvernement fédéral a-t-il selon lui un rôle à jouer?

Le bourgmestre lui-même a-t-il encore des outils à sa disposition pour s'attaquer à ce problème?

14.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il faut opérer une distinction entre les Roms originaires d'un État membre de l'Union européenne et ceux qui ne le sont pas.

Les ressortissants de l'Union européenne jouissent de la libre circulation des personnes pendant une période de trois mois. Ils ne doivent satisfaire à certaines conditions qu'après cette période.

En ce qui concerne les Roms non originaires de l'Union européenne, j'estime que les campagnes de dissuasion dans les pays d'origine demeurent l'instrument le plus efficace. Pour l'Albanie et la Bosnie, les

instances belges compétentes en matière d'asile accorderont une attention particulière aux abus et, en cas d'afflux massifs en provenance de ces pays, j'organiserai une nouvelle campagne de dissuasion.

Pendant la présidence belge, des accords qui ont également été conclus avec les pays des Balkans permettent de suspendre la dispense de l'obligation de visa lorsque l'afflux devient trop important.

Des accords ont effectivement été conclus entre les services de la ville de Gand et l'Office des Étrangers, afin d'intensifier et d'améliorer la coopération et de rendre ainsi moins attrayante l'aide octroyée par les CPAS. Le fonctionnement des services concernés sera harmonisé efficacement. Ainsi, le Service des Étrangers de la ville de Gand informera l'Office des Étrangers s'il a des soupçons ou possède des indices de fraude, afin que l'Office des Étrangers puisse réagir plus rapidement.

Une collaboration plus étroite sera également organisée entre la ville de Gand et les agents de quartier, qui contrôleront plus efficacement si les nouveaux habitants résident effectivement à l'adresse qu'ils ont déclarée.

Enfin, un meilleur suivi des personnes sera assuré après leur demande de séjour, afin de vérifier si elles satisfont effectivement aux conditions requises.

14.03 Tanguy Veys (VB): La question du paiement du revenu d'intégration a également été évoquée lors de la concertation avec la ville de Gand. La rapidité de la procédure à Gand rend la ville nettement plus séduisante qu'Anvers par exemple. Le ministre a-t-il proposé d'autres options?

14.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Un revenu d'intégration n'est pas attribué sur la base d'un statut de séjour, mais bien d'une série de conditions réglées par la loi de 1965. L'intégration sociale est de la compétence de mon collègue le ministre Courard.

Pour connaître le statut d'une personne et les conséquences qui y sont attachées, il faut renforcer la coopération entre l'Office des Étrangers, les communes et les CPAS. Nous y travaillons sans désespérer.

L'incident est clos.

Le **président**: Mme Galant a demandé le report de sa question n° 1824.

15 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre record de demandes d'asile en 2010" (n° 1924)

15.01 Sarah Smeyers (N-VA): Fin 2010, la gravité de la crise de l'asile était devenue manifeste: 21 078 personnes ont été régularisées en 2010 et 19 941 demandes d'asile ont été introduites. Après examen des dossiers, il est toutefois apparu que 21,4 % seulement des demandes étaient justifiées. Selon le commissaire général, cette situation s'explique par le nombre élevé de demandes irrecevables émanant notamment de ressortissants des pays balkaniques.

Le secrétaire d'État s'est rendu dans les Balkans et y a mené, au cours des deux dernières années, une campagne de dissuasion. À son estime, cette campagne a-t-elle eu des retombées significatives? Envisage-t-il de prendre d'autres initiatives de ce type?

L'important afflux observé en 2010 a engendré un retard de plus de 10 000 dossiers. Par le passé déjà, il avait été promis que les demandes irrecevables bénéficieraient d'un traitement prioritaire ou accéléré. Combien de membres du personnel et de moyens supplémentaires sont-ils prévus en 2011 pour permettre la résorption de l'arriéré précité en deux ans? Ce calendrier est-il réaliste?

15.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le nombre de demandes d'asile émanant de Macédoine a clairement baissé en novembre et en décembre derniers. Le flux entrant au départ de la Serbie reste relativement élevé.

116 demandes d'asile ont été recensées en novembre et 140 ont été dénombrées en décembre. Ces chiffres

sont inférieurs à ceux d'octobre et représentent la moitié du nombre de demandes introduites en février, mois caractérisé d'ordinaire par un nombre de demandes exceptionnellement élevé. En ce qui concerne plus particulièrement les demandeurs d'asile kosovars, le flux entrant mensuel se situe depuis octobre aux alentours de 200 demandes.

La politique de dissuasion que je mets en œuvre dans les Balkans n'est pas une simple campagne de prévention. Sa finalité est de faire traiter ces demandes d'asile plus rapidement en Belgique et d'imposer de facto le retour dans ces pays des personnes en fin de droits.

J'ai demandé par courrier au CGRA de traiter à un rythme accéléré les demandes d'asile introduites par des ressortissants de Serbie, de Macédoine et du Kosovo. J'ai également enjoint au Conseil du contentieux des étrangers de traiter ces groupes par priorité. Ce traitement prioritaire et accéléré est aujourd'hui appliqué par ces deux instances.

Le CGRA augmentera encore la vitesse à laquelle il traite ces demandes spécifiques émanant de ressortissants de pays des Balkans grâce à l'assistance d'un personnel supplémentaire à partir de février 2011. Quant à la question de savoir s'il est opportun de mener une campagne supplémentaire sur place, je l'examinerai ultérieurement avec l'Office des Étrangers. Quoi qu'il en soit, je me rendrai au Kosovo en février parce que c'est dans ce pays que se pose le problème le plus aigu. Pour le Kosovo, nous signerons en outre les accords de réadmission dans le cadre du Benelux.

Le gouvernement a également décidé, d'une part, de prolonger les contrats du personnel supplémentaire qui a déjà été attribué précédemment au CGRA et, d'autre part, de mettre à la disposition du CGRA des moyens supplémentaires aux fins du recrutement de 26 personnes de niveau A et de 5 personnes de niveau C. Nous sommes déterminés à parvenir à traiter systématiquement toutes les demandes d'asile et à combler l'arriéré actuel dans les deux ans, à condition que le flux entrant redescende en dessous de la moyenne de 1 500 demandes d'asile par mois.

Nous avons fixé les besoins en personnel supplémentaire sur la base de ces critères. La capacité de décision du CGRA a été portée à une moyenne de 1 150 décisions par mois et devrait passer à 1 400 ou 1 500. En 2010, la productivité a progressé de 35 % par personne.

Le flux des demandeurs d'asile devrait baisser à la suite des mesures de dissuasion et d'une diminution habituelle en début d'année.

J'informe régulièrement le gouvernement des efforts fournis par le CGRA pour augmenter sa productivité et résorber son arriéré.

15.03 Sarah Smeyers (N-VA): J'espère que la prévention, associée au signal donné par le ministre en procédant au traitement prioritaire ou accéléré de ces dossiers produisent de réels effets.

Nous poursuivons notre plaidoyer pour l'établissement d'une liste de pays sûrs.

15.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Nous avons déjà mené un débat sur la question de la liste des pays sûrs. Rares sont par exemple les demandeurs d'asile reconnus en provenance de l'ancienne République yougoslave de Macédoine. La tâche n'est pas facile, mais il est clair qu'il faut faire passer un message. Pour le Kosovo, le taux est relativement faible, de 6 à 7 % seulement de demandeurs d'asile étant reconnus. Il est plus difficile dans ces conditions d'organiser une campagne de dissuasion. C'est la raison pour laquelle je pense que l'accord de réadmission constitue une excellente occasion pour organiser une campagne de dissuasion.

L'incident est clos.

16 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les cartes pour étrangers" (n° 2027)

16.01 Theo Francken (N-VA): Le Conseil des ministres a décidé de porter la durée de validité des cartes d'identité électroniques pour étrangers de cinq à dix ans.

Cette prolongation s'appliquera-t-elle également aux cartes de type E, E+, F et F+ et le prix des cartes d'une durée de validité de cinq ans sera-t-il réduit de moitié?

Quelle est la politique appliquée aux partenaires qui dans le cadre d'un regroupement familial, n'obtiennent le droit de séjour pour une durée illimitée qu'après une période de trois ans?

Comment cette longue durée de validité de dix ans est-elle conciliable avec la nécessité de disposer d'une carte d'identité fortement protégée? Comment la sécurité est-elle garantie à la lumière du règlement de l'Union européenne relatif aux données biométriques? Quelles mesures le ministre prendra-t-il pour que la carte bleue européenne soit délivrée à temps? La cellule de fraude de l'aéroport de Zaventem fait état de très nombreux abus en matière de cartes d'identité. Zaventem intercepte ainsi quelque 16 % de tous les documents frauduleux qui circulent dans l'Union européenne. Je trouve cela très inquiétant.

16.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les services en question font du très bon travail.

La directive européenne sur le droit à la libre circulation et le séjour sur le territoire des États membres pour les ressortissants de l'UE et les membres de leur famille stipule que la carte de séjour permanent F verte est renouvelable automatiquement tous les dix ans. C'est pourquoi l'Office des Étrangers examine en collaboration avec la direction générale Institutions et Population la possibilité de prolonger la durée de validité de ce document. Ceci n'est toutefois pas possible pour les cartes de type F et E en raison des dispositions contenues dans cette même directive.

Le coût de la carte ne dépend pas de la durée de validité de telle sorte que ce coût est toujours de 12 euros.

Étant donné que les ressortissants de l'UE et les membres de leur famille acquièrent le statut de séjour permanent après un séjour de respectivement trois et cinq ans, la durée de validité de l'attestation doit y être adaptée. J'ai dès lors demandé aux instances compétentes d'examiner la question et de procéder aux adaptations réglementaires nécessaires.

La durée de validité de la carte d'identité C pour les étrangers et de l'autorisation de séjour CE D pour les résidents de longue durée sera également portée à dix ans.

La prolongation de la durée de validité de certains documents de séjour ne porte pas atteinte aux mesures de sûreté en vigueur ni à la future instauration de données biométriques. La directive européenne relative à la carte bleue européenne doit en effet être transposée en droit belge pour le 19 juin 2011. À cet effet, il a été demandé à l'instance compétente de procéder aux adaptations techniques indispensables.

16.03 Theo Francken (N-VA): Nous venons d'aborder la question des Roms, alors qu'un des problèmes est que les Roms bénéficient beaucoup trop rapidement de la carte E d'une validité de cinq ans. Porterons-nous la durée de validité de cette carte à dix ans?

16.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les Roms n'ont pas de nationalité. En tant que citoyen européen, on est inscrit pour trois mois, on obtient ensuite une carte E puis une carte E+. Beaucoup ne demandent même jamais la carte E+. La période de trois ans est cruciale; on a ensuite droit à une carte E+ et le séjour est autorisé. Mais même si les conditions ne sont plus remplies, les citoyens de l'Union européenne ont quand même le droit de rester en Belgique.

16.05 Theo Francken (N-VA): Le secrétaire d'État dit lui-même que de très nombreux étrangers ne demandent pas la carte E+ parce qu'ils disposent de la carte E. Si la durée de validité de la carte E est portée à dix ans, la carte E+ ne sera bien sûr plus demandée.

16.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La prolongation n'a pas d'importance en la matière. Il ne s'agit pas de cinq ou dix ans, la période cruciale étant celle de trois ans.

L'incident est clos.

17 Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la

pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les vols à l'étalage en Belgique" (n° 2033)

17.01 Peter Logghe (VB): La proportion des vols à l'étalage est importante. La police a constaté qu'un nombre très élevé de voleurs à l'étalage se trouve illégalement sur le territoire et que l'Office des Étrangers n'est pas enclin à les expulser.

Existe-t-il des chiffres relatifs à la part d'illégaux dans des vols à l'étalage ou des délits plus graves? Pourquoi l'Office des Étrangers refuse-t-il sa coopération? Combien d'illégaux ont-ils été expulsés après avoir été surpris en train de voler? L'Office des Étrangers recevra-t-il de nouvelles directives?

17.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'implication d'illégaux dans des délits relève de la compétence de la ministre Turtelboom.

En 2010, la brigade des "trekkers" de la zone de police Bruxelles-Capitale-Ixelles a pris en flagrant délit 295 pickpockets. Parmi eux se trouvaient 30 illégaux qui ont été rapatriés immédiatement après l'intervention de l'Office des Étrangers.

Au niveau national, il n'existe pas de chiffres relatifs à la proportion d'illégaux impliqués dans des délits. Peut-être le ministre de la Justice sera-t-il en mesure d'informer M. Logghe des recherches scientifiques menées en la matière.

L'Office des Étrangers ne refuse nullement de coopérer avec la police. Des illégaux pris en flagrant délit constituent au contraire un groupe prioritaire pour l'Office.

17.03 Peter Logghe (VB): J'ai reçu des plaintes de la zone de police de Gand. Il est regrettable qu'on ne collecte pas de chiffres concernant la proportion d'illégaux impliqués dans un délit.

17.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il vaudrait mieux que M. Logghe précise tout de suite la zone de police dont il parle.

17.05 Peter Logghe (VB): J'avais déjà mentionné dans une question adressée à Mme Turtelboom qu'il ne s'agissait pas de Bruxelles, mais le secrétaire d'État ne l'a apparemment pas compris. La réponse ne me satisfait aucunement et je reviendrai sur ce dossier.

L'incident est clos.

18 Question de M. Bart Somers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la politique de retour des demandeurs d'asile" (n° 2193)

18.01 Bart Somers (Open Vld): Il y a quelques jours, le secrétaire d'État a publié des chiffres relatifs au nombre d'illégaux ayant quitté notre pays. Le succès d'une politique de retour dépend de la mise en œuvre effective des retours forcés. En montrant que des illégaux sont effectivement forcés à quitter le pays, on en motivera d'autres à retourner volontairement dans leur pays d'origine.

L'échange d'informations entre Fedasil et l'Office des Étrangers reste insuffisant. Qu'en est-il des chiffres définitifs relatifs aux retours forcés et volontaires en 2010?

18.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Quelle est l'utilité de fournir des chiffres que vous vous apprêtez déjà à mettre en cause?

18.03 Bart Somers (Open Vld): Je souhaiterais tout de même obtenir les chiffres.

De quels moyens dispose l'Office des Étrangers pour identifier des demandeurs d'asile déboutés? Quelles initiatives seront-elles prises afin d'améliorer l'échange d'informations entre l'Office des Étrangers et Fedasil?

18.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): M. Somers prétend d'abord que je ne suis pas honnête. Puis, il vient me demander des chiffres. Cette attitude est pour le moins étonnante. J'ai transmis un tableau reprenant des chiffres sur le nombre de rapatriements, répartis selon les différentes catégories. Toutes les données que M. Somers demande de recevoir ont déjà été rendues publiques. J'ai également calculé le nombre de retours volontaires, à partir de données provenant de l'Office des Étrangers et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Ensuite, j'ai réparti les données selon les différents types de retour.

Les chiffres peuvent bien entendu être fortement améliorés. La politique de retour n'est pas simple et doit être plus efficace. Les chiffres de 2010 sont toutefois meilleurs que ceux de 2007, 2008 et 2009.

18.05 Bart Somers (Open Vld): Le secrétaire d'État se défend à présent. J'ai toutefois droit à une réponse aux questions relatives au retour forcé.

18.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je répondrai volontiers. La prévention est bien sûr la politique de retour la plus efficace. Les chiffres relatifs aux retours volontaires sont beaucoup plus élevés. L'Office des Étrangers peut prendre différentes initiatives en la matière et il existe des fonds pour ce faire. J'ai déjà dit à plusieurs reprises que la politique de retour devrait être du ressort d'un seul ministre. Je pense que nous sommes d'accord à ce sujet.

M. Somers trouvera tous les chiffres dans les tableaux que j'ai présentés. Il est incontestable que les chiffres ont également été moins bons pour certaines périodes de 2010.

J'ai fait exactement la même chose que lorsque cette compétence était entre les mains des ministres Turtelboom et Dewael, à savoir publier des chiffres et les comparer à ceux des années précédentes. Il est exact que beaucoup plus de gens sont retournés dans leur pays en 2004, mais il y avait parmi eux beaucoup de ressortissants de pays de l'Est, qui sont devenus entre-temps des citoyens européens. On peut toujours trouver des chiffres meilleurs ou plus mauvais. J'essaie simplement de prendre des mesures pour accroître le nombre de retours.

L'Office des Étrangers identifie les demandeurs d'asile déboutés de différentes manières, notamment par des interviews de ressortissants étrangers, des analyses de dossiers et des contrôles des données biométriques effectués en collaboration avec des pays partenaires ou avec les pays d'origine. Nous essayons également de plus en plus de lancer la procédure d'identification avant l'enfermement, et ce pour réduire au maximum le délai d'enfermement et de gérer plus efficacement la procédure de retour.

L'Office des Étrangers organise également de nombreuses concertations internes en vue d'une meilleure harmonisation du suivi des dossiers d'asile et de régularisation refusés. La localisation des demandeurs déboutés est une autre affaire. J'ai formulé des propositions en vue d'améliorer la situation. Si nous maintenons le contact avec ces personnes, nous pouvons également mieux organiser leur retour volontaire. Cette matière ressortit également partiellement à la compétence du ministre Courard. L'Office des Étrangers ne dispose actuellement pas de ce type d'information.

D'autres initiatives encore doivent être prises. Nous avons déposé une demande d'avis auprès de la Commission pour la protection de la vie privée afin de pouvoir accéder à la base de données de Fedasil. Un protocole d'accord a déjà été signé. Je citerai également le Plan retour, qui tend à améliorer les contacts avec la Justice, afin de permettre l'identification des détenus. L'Intérieur réclame une escorte pour les demandeurs qui retournent dans leur pays d'origine. Une circulaire destinée à expliquer aux communes comment elles peuvent informer au mieux les personnes en situation illégale est en préparation. Des contacts ont également été noués avec les Affaires étrangères et les postes consulaires concernant les accords de réadmission. Toutes ces informations sont importantes pour améliorer l'organisation de la politique de retour en collaboration avec Fedasil.

18.07 Bart Somers (Open Vld): Je regrette que vous n'ayez pas répondu à ma question précise concernant les chiffres relatifs aux retours forcés. En guise de réponse, vous ne m'avez servi qu'une tirade.

Je viens de recevoir l'information sur papier et j'essaie de la parcourir rapidement. Dans ce Parlement, la

tradition veut que les ministres répondent d'abord à la question et qu'ils ajoutent éventuellement des réflexions après. Je me réjouis par ailleurs que le secrétaire d'État considère tout comme moi qu'il est préférable qu'un seul ministre soit compétent pour les politiques de migration et d'asile. Nous le demandons depuis longtemps et je me réjouis de constater que de plus en plus de personnes soutiennent cette demande.

Le retour forcé constitue la clé de voûte de la politique de retour volontaire. C'est un moyen de pression indispensable. J'ai lu dans la presse que le secrétaire d'État déclare lui-même avoir fait mieux que ses prédécesseurs libéraux. Je ne suis pas du tout d'accord. En 2006, 7 300 personnes ont fait l'objet d'un retour forcé, pour 4 900 en 2007, 4 091 en 2008 et 3 791 en 2009. En 2010, il n'y en a pas eu plus de 3 500, y compris les expulsions forcées à la frontière. Au cours des dix dernières années, le nombre de retours forcés n'a jamais été aussi bas qu'en 2010.

Il est exact que les Européens de l'Est ne peuvent plus être renvoyés. Les flux migratoires ont toutefois changé également. Les illégaux interceptés aujourd'hui proviennent par exemple du Caucase. On peut mener exactement la même politique d'expulsion. L'afflux en 2010 est par ailleurs bien plus important qu'au cours des années précédentes et un nombre beaucoup plus élevé de personnes peut donc être expulsé.

Le problème se pose au niveau de la collaboration entre Fedasil et l'Office des Étrangers. La volonté politique fait défaut. L'Office des Étrangers ne sait pas qui se trouve dans les établissements de Fedasil et Fedasil ne sait pas qui parmi ses clients a reçu l'ordre de quitter le territoire. Je déplore que le secrétaire d'État se borne à sauver les apparences. Le fondement de la politique est le retour forcé et c'est précisément là que nous échouons.

L'incident est clos.

19 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la politique de retour en Afghanistan" (n° 2038)

19.01 Theo Francken (N-VA): Le secrétaire d'État a répondu à une question antérieure qu'il a été procédé à 47 rapatriements forcés vers l'Afghanistan. La semaine dernière, j'ai toutefois lu dans le bulletin d'information *Terugkeerpraktijk* de l'organisation Vluchtelingenwerk Vlaanderen que cette information n'est pas exacte et que depuis avril 2010, plus personne n'a été renvoyé de force en raison de la situation du pays. Selon un fonctionnaire de la cellule Rapatriement, ces chiffres concerneraient des transferts de Dublin vers d'autres États membres de l'Union européenne et pas vers l'Afghanistan. La cellule Identification de l'Office des Étrangers confirme ces informations et ajoute qu'il n'est question que de décisions volontaires de retour pendant la période de détention dans le cadre de la convention de Dublin.

Aucun accord bilatéral de réadmission n'a été signé avec l'Afghanistan et l'ambassade d'Afghanistan refuserait également de coopérer dans le cadre des retours forcés. L'Office des Étrangers peut toutefois délivrer, en vertu d'un accord verbal, un laissez-passer européen si l'ambassade a identifié la personne comme étant un ressortissant afghan. L'Office précise que le problème ne concerne pas tant la délivrance des documents par l'ambassade mais plutôt le refus du ressortissant afghan de signer le passeport national, ce qui se traduit par une longue procédure à l'aéroport.

Le secrétaire d'État peut-il fournir les chiffres précis du nombre d'Afghans rapatriés en 2010? Qu'advient-il des Afghans en situation illégale arrêtés pour infractions graves à l'ordre public? Où en sont les négociations en vue de la signature d'un *memorandum of understanding* avec l'Afghanistan?

Est-il exact que le secrétaire d'État a demandé à ses services de procéder pour les ressortissants afghans plus vulnérables à une application plus étendue de la clause de souveraineté dans des dossiers du type Dublin-Grèce, qui se traduira par la non-délivrance d'un ordre de quitter le territoire? Qui sont précisément ces ressortissants vulnérables? Ai-je raison d'affirmer que tous les Afghans qui débarquent en Belgique obtiennent *de facto* un droit de séjour? N'est-il pas étrange de constater que les retours volontaires ne posent manifestement aucun problème, mais que les retours forcés en Afghanistan sont désormais impossibles?

19.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Les Afghans qui ont suivi la procédure de

Dublin figurent parmi les 47 Afghans rapatriés.

L'année dernière, 59 Afghans ont été rapatriés: 1 vers l'Afghanistan sous escorte, 25 sans escorte dans le cadre de la procédure Dublin, 29 dans le même cadre, mais accompagnés d'une escorte et 4 sans escorte vers un pays de l'Union européenne.

Rares sont les citoyens afghans qui doivent être rapatriés pour infractions graves à l'ordre public.

Quinze Afghans au total sont enfermés dans des établissements pénitentiaires. Des Afghans ayant des antécédents criminels ont été éloignés pour la dernière fois en 2009.

Un *memorandum of understanding* confère à la Belgique une plus grande sécurité juridique pour ce qui est de l'organisation de la procédure d'identification et de retour. Les négociations dans ce cadre sont toujours en cours. Il existe un accord de principe sur le texte mais une discussion est toujours en cours au sein du gouvernement afghan.

Plus personne n'est pour l'heure renvoyé vers la Grèce compte tenu des mesures provisoires prises par la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg. Cette question est distincte de celle de l'Afghanistan. La Cour européenne examine la situation des candidats réfugiés en Grèce.

Étant donné que conformément à la réglementation de Dublin les délais d'introduction d'une demande de reprise sont limités, l'Office des Étrangers a effectivement décidé dans un certain nombre de cas de recourir au principe de souveraineté et de traiter lui-même la procédure d'asile. Ceci est valable pour toutes les nationalités.

Tous les Afghans résidant dans notre pays ne reçoivent évidemment pas un permis de séjour. La situation dans le pays est certes précaire mais octroyer automatiquement un permis de séjour engendrerait un effet d'aspiration, ce que M. Francken ne désire certainement pas. Il est logique qu'un retour volontaire est plus facile à mettre en œuvre qu'un retour forcé puisque la personne concernée s'efforce elle-même de réunir les documents de voyage nécessaires et qu'elle peut également compter sur une aide financière et matérielle.

19.03 Theo Francken (N-VA): En ce qui concerne les 47 Afghans dont il était question précédemment, je souhaiterais demander au secrétaire d'État de fournir dorénavant des réponses plus claires lorsqu'il s'agit de chiffres.

19.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Je me suis effectivement mal exprimé en ce qui concerne cette question.

19.05 Theo Francken (N-VA): L'accord de principe est très important. Le fait que nous ne puissions rapatrier de force les Afghans mais qu'en revanche ils reviennent volontairement en grand nombre et empêchent 950 euros continue à me poser problème.

Tous les Afghans n'obtiennent pas un droit de séjour mais je suppose que c'est le cas pour plus de 80 % d'entre eux.

19.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Il s'agit de 70 %, y compris la protection subsidiaire.

19.07 Theo Francken (N-VA): Mais qu'advient-il du reste?

Le **président:** M. Francken vous pouvez répliquer mais pas poser de nouvelles questions. Il faut de cette manière un quart d'heure pour traiter une question.

L'incident est clos.

20 Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la

Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la notion d'enfant à charge dans les demandes de régularisation" (n° 2144)

20.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Vous m'avez répondu, le 20 octobre dernier, qu'en matière de régularisation, la notion d'enfant majeur à charge se réfère à l'enfant qui est financièrement à charge et dont l'éducation et l'entretien sont assurés; la filiation doit être prouvée.

Comment prouver qu'on est à charge de ses parents s'ils n'ont pas de revenus déclarés, ce qui est le cas de nombreux candidats à la régularisation ne disposant pas de carte de séjour? Résider dans le même logement est-il un indice suffisant?

Présidente: Sarah Smeyers.

20.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): La preuve doit être faite de la filiation et du fait que l'enfant majeur est financièrement à charge. Qu'il réside dans le même logement n'est pas une preuve suffisante, car il peut subvenir à ses besoins.

20.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): La situation est difficile pour les enfants qui ont terminé leurs études et n'ont pas encore pu s'insérer sur le marché du travail, sans bénéficier d'une allocation de chômage ou d'un autre régime.

L'incident est clos.

21 Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les expulsions vers la Côte d'Ivoire" (n° 2206)

21.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Étant donné la situation explosive en Côte d'Ivoire, où on comptait 210 morts en décembre et janvier, où la population est menacée par une grave crise humanitaire et où les Affaires étrangères déconseillent de se rendre, continue-t-on à expulser des déboutés vers ce pays?

21.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Il n'est pas mis fin officiellement aux rapatriements. Notez qu'il est très difficile d'obtenir des documents de voyages pour le moment. Il n'y en a pas eu récemment; deux transferts "Dublin" ont eu lieu, vers l'Espagne et la Slovaquie.

21.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Il serait intéressant de geler les choses en attendant que la situation se stabilise.

L'incident est clos.

Président: Ben Weyts.

22 Question de M. Rachid Madrane au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la réglementation européenne du 15 décembre 2010 exemptant les ressortissants albanais et bosniaques de visa pour circuler dans l'espace Schengen" (n° 2223)

22.01 Rachid Madrane (PS): Depuis le 15 décembre 2010, une nouvelle réglementation européenne permettant aux Albanais et Bosniaques d'être exemptés de visa pour circuler dans l'espace Schengen a entraîné un afflux considérable de ces citoyens à l'aéroport de Liège. Plusieurs Albanais ont été refoulés car ils ne réunissaient pas toutes les conditions leur autorisant l'accès au territoire.

Les pays concernés ne pourraient-ils sensibiliser leurs ressortissants aux conditions d'accès à notre territoire, malgré l'exemption de visa? Les compagnies aériennes ne pourraient-elles organiser un contrôle de leurs passagers avant l'embarquement?

22.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Le gouvernement albanais est bien informé. De

nombreuses campagnes de prévention ont été menées au niveau européen et je me suis rendu sur place. Il a été demandé aux transporteurs de réaliser un contrôle minutieux et d'informer les passagers de toutes les conditions d'entrée. Des conventions ont été conclues avec de nombreux transporteurs.

L'incident est clos.

23 Question de M. Rachid Madrane au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'arrêté royal du 8 juin 2009 en vertu duquel l'Office des Étrangers est l'autorité compétente pour gérer le centre INAD et les centres assimilés" (n° 2224)

23.01 Rachid Madrane (PS): Les personnes ne répondant pas aux conditions d'entrée dans l'espace Schengen, qui arrivent via l'aéroport de Liège, sont actuellement hébergées dans des modules de chantiers précaires et ne bénéficient d'aucun encadrement social, juridique et médical.

Pourrait-on préciser les responsabilités de l'Office des Étrangers pour ce qui concerne l'infrastructure d'accueil et l'encadrement des "centres assimilés" situés dans des aéroports autres que celui de Zaventem? En attendant, qu'envisagez-vous pour les personnes dont l'accès au territoire est refusé?

23.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): L'exploitant de l'aéroport est tenu de mettre à disposition, sur le terrain de l'aéroport, l'infrastructure nécessaire à l'accueil des passagers non admissibles. Dans le cas contraire, l'agrément en tant qu'aéroport extra-Schengen peut lui être retiré. Conformément à l'article 3 de l'arrêté royal du 8 juin 2009, le séjour dans ces centres de l'aéroport régional est limité à 48 heures.

Avant la fin de cette période, la police doit transférer les étrangers qui y sont maintenus vers un des centres fermés encadrés par l'Office des Étrangers. Si aucun départ volontaire de l'étranger n'est prévu dans les 48 heures, il doit être transféré le plus rapidement possible dans un centre fermé de l'Office.

Afin de limiter autant que possible le nombre d'étrangers non admissibles à la frontière, l'Office s'efforce d'entretenir une collaboration optimale avec les transporteurs pour qu'ils respectent leur obligation d'organiser un contrôle minutieux lors du départ et d'informer les passagers des conditions d'entrée. Des protocoles d'accord ont été conclus avec une cinquantaine de transporteurs. Si une compagnie ne respecte pas ces conditions, des sanctions financières peuvent lui être infligées.

L'incident est clos.

24 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le rapport d'évaluation critique de Fedasil concernant l'absence de coordination entre les retours forcés et volontaires" (n° 2149)

24.01 Theo Francken (N-VA): Dans son rapport d'octobre 2009, le point de contact belge du Réseau européen des migrations dénonce notamment la définition très large des groupes cibles. Cette imprécision peut entraîner des abus quant au principe du retour volontaire. La dissociation institutionnelle des retours volontaires et forcés rend difficile la coordination entre ces deux types de retour et est susceptible d'entraver l'élaboration d'une politique intégrée en la matière.

Quelles actions le secrétaire d'État a-t-il entreprises pour répondre aux fortes critiques adressées aux décideurs politiques même par un organisme tel que Fedasil? Une concertation a-t-elle eu lieu avec M. Courard concernant une collaboration? Comment les responsables réagissent-ils aux interactions entre retours forcés et volontaires? Le secrétaire d'État estime-t-il que pour être efficace, la politique en matière de retours volontaires doit être dissociée de celle relative aux retours forcés? Ne serait-il pas préférable de faire relever ces deux matières de la compétence d'un seul ministre?

24.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Une approche intégrée est en effet nécessaire si l'on veut mener une politique de retour efficace et humaine. Le retour volontaire est préférable à nos yeux, mais il doit être immédiatement suivi d'un retour forcé en cas de mauvaise volonté. Un membre du gouvernement devrait être spécifiquement compétent en la matière. Même si aucun accord de collaboration

spécifique ne lie Fedasil à l'Office des Étrangers concernant le retour volontaire, nous tentons ensemble d'harmoniser davantage nos compétences respectives. L'accord de collaboration conclu entre Fedasil et l'Office concerne le suivi des familles comprenant des mineurs d'âge.

L'incident est clos.

25 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'augmentation du nombre de demandes d'asile en provenance du Kosovo" (n° 2242)

25.01 Sarah Smeyers (N-VA): Quand le secrétaire d'État lancera-t-il sa campagne de dissuasion pour le Kosovo? Comment une telle campagne se déroule-t-elle en fait? Le gouvernement continuera-t-il à lancer de telles campagnes chaque fois que les demandes émanant de tel ou tel pays sont en augmentation?

25.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je me rends au Kosovo en février parce que l'accord de réadmission avec le Kosovo doit être conclu au cours de ce mois. Il faut encore choisir le meilleur moment dans la mesure où des élections ont également lieu dans ce pays.

Nous voulons nous assurer que des mesures seront prises au moment où nous mènerons notre campagne de dissuasion. Le but est de faire comprendre aux citoyens kosovars qu'il est préférable pour eux d'investir dans leur pays, qui pourra ainsi participer plus rapidement à la dynamique régionale, plutôt que de payer des trafiquants d'être humains pour venir en Belgique où ils ne seront plus que probablement pas autorisés à rester.

Le coût de cette campagne est raisonnable. Il ne s'agit que de frais de déplacement et de séjour pour deux jours. En 2010, le budget des campagnes de dissuasion s'est élevé à 300 000 euros.

Ma présence dans le pays apporte incontestablement une valeur ajoutée. Nous pouvons ainsi mieux atteindre le public-cible.

25.03 Sarah Smeyers (N-VA): La date précise dépend dès lors des élections et de la signature de l'accord de réadmission?

25.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): C'est exact. Les Pays-Bas doivent également signer ce même accord.

L'incident est clos.

26 Question de M. Éric Jadot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la grève du personnel survenue au sein du centre fermé de Vottem le 19 janvier 2011" (n° 2255)

26.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Jeudi dernier, les agents de sécurité ainsi qu'une partie du personnel social du centre fermé de Vottem ont entamé une grève de 24 heures. La presse évoque une grogne concernant une augmentation du nombre de jours de travail et une diminution de la prime de risque ainsi que le système d'attribution de jours de congé.

Une personne détenue aurait également entamé une grève de la faim pour protester contre les conditions de vie dans le centre.

Quels sont les griefs avancés par le personnel? Votre département envisage-t-il une écoute du personnel et la reprise de négociations?

Je suppose que vous avez pris connaissance du communiqué de presse fait hier par le Collectif de résistance aux centres pour étrangers (CRACPE). Confirmez-vous le début d'une grève de la faim?

26.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Un comité de concertation de base a eu lieu le 25 janvier.

L'action de grève spontanée survenue à Vottem ne respectait ni le statut, ni les accords conclus au sein du comité A, et n'était, dès lors, pas couverte par les organisations syndicales représentatives. C'est, en tout cas, ce que celles-ci ont déclaré à mon administration.

On suppose que le problème concerne l'exécution d'un règlement qui a fait l'objet d'une convention au mois de septembre. Celle-ci prévoyait une meilleure organisation du travail afin de mieux gérer la présence des accompagnateurs de sécurité dans les différentes ailes. Ce règlement a été élaboré tant en faveur des résidents que de la sécurité.

Aucune grève générale de la faim n'est actuellement en cours à Vottem. Deux personnes refusent de s'alimenter: une personne qui souhaite être mise en liberté et une autre qui refuse d'être rapatriée.

26.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Je confirme qu'apparemment la délégation syndicale n'était pas derrière ce mouvement de grève.

Pour ce qui concerne la grève de la faim, j'attire votre attention sur les revendications du CRACPE par rapport à l'isolement de ces personnes.

L'incident est clos.

27 Questions jointes de

- **M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les centres ouverts de retour" (n° 2230)**

- **Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la proposition de création de centres de retour" (n° 2259)**

- **M. Damien Thiéry au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'ouverture de centres ouverts pour les personnes bénéficiant d'un programme de retour volontaire" (n° 2289)**

27.01 **Theo Francken** (N-VA): Le secrétaire d'État a diffusé récemment une note de presse contenant une série de chiffres relatifs à la politique de retour des demandeurs d'asile dans leur pays d'origine. Il y a quelques semaines en commission de la Santé publique, nous avons eu à traiter un certain nombre de propositions visant à améliorer concrètement les conditions dans lesquelles ces retours sont effectués. Le secrétaire d'État n'était pas présent. Avec notre proposition, il disposerait pourtant des moyens nécessaires pour faire jouer à l'Office des Étrangers un rôle actif dans le cadre de la promotion des retours volontaires, et cela en conditionnant une prolongation de l'accueil à des trajets de retour. Malheureusement, quelques partis, dont le parti du secrétaire d'État, ont estimé que la proposition de loi concernée n'est pas une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Comment le secrétaire d'État compte-t-il s'y prendre pour promouvoir les retours volontaires à l'heure où son parti s'oppose au transfert de la compétence en matière de retours volontaires de Fedasil à l'Office des Étrangers? A-t-il l'intention d'ouvrir un centre de retour ouvert distinct sous la houlette de l'Office des Étrangers? S'est-il concerté avec M. Courard? C'était une excellente idée mais à mon estime, le secrétaire d'État n'est lui-même absolument pas compétent.

27.02 **Nahima Lanjri** (CD&V): Le secrétaire d'État préconise la création de centres de retour. Certains programmes existants ne suffisent pas à encourager le retour. L'an dernier, le secrétaire d'État avait évoqué environ 8 800 éloignements.

Quelle était la répartition entre le rapatriement, le refoulement et le départ volontaire? Comment le secrétaire d'État envisage-t-il le rôle des centres de retour? Quelles mesures prendra-t-il pour convaincre les demandeurs d'asile de choisir le retour volontaire? Pourquoi n'utilisons-nous pas les centres ouverts actuels de Fedasil afin de travailler avec des accompagnateurs depuis le début de la procédure d'asile? Qu'en est-il de la répartition des compétences? Quels groupes cibles sont visés?

Quelle est la capacité de ces centres? Quelles ONG et organisations ont été associées à l'élaboration de cette proposition?

27.03 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): J'ai effectivement évoqué ces pistes lors d'une conférence de presse relative à la politique d'asile. Ces pistes requièrent toutefois un gouvernement de plein exercice.

Ceux qui ne sont plus autorisés à séjourner dans un centre d'accueil ouvert, se retrouvent à la rue ou dans un centre fermé. C'est à ce moment-là qu'il faudrait entamer une procédure de retour, suivie le cas échéant d'un retour forcé. Cette piste devrait être examinée.

Le centre peut aussi bien accueillir des personnes déboutées que des personnes qui souhaitent retourner volontairement. Nous devrions prioritairement concentrer nos efforts sur le retour volontaire.

Les maisons familiales et leur système d'accompagnateurs qui s'entretiennent avec les familles ont également prouvé leur utilité en matière de retour volontaire. Pourquoi ne pas étendre ce système?

Pour l'instant, ce sont les ONG, notamment, qui informent les personnes qui ne seront pas intégrées dans le réseau d'accueil. Une coopération avec la société civile est dès lors essentielle.

Certes, cette méthode de travail coûte relativement cher, mais elle peut déboucher sur de meilleurs résultats en matière de retour volontaire. Le Fonds européen pour le retour pourra aussi cofinancer un tel projet. En 2010, on a recensé 3 586 éloignements, 2 111 expulsions et 3.094 cas de retour volontaire.

27.04 Theo Francken (N-VA): Il s'agissait donc d'une proposition personnelle du secrétaire d'État visant à augmenter le nombre d'opérations de retour, proposition qui doit être l'objet d'un examen poursuivi. Il est en effet impératif de créer un centre de retour mais à mon avis, un gouvernement en affaires courantes peut parfaitement s'en charger, qui plus est à très court terme.

27.05 Nahima Lanjri (CD&V): Donc, nous n'en sommes pas encore au stade de projets gouvernementaux concrets et la nouvelle politique devra s'adosser à une décision aboutie, chose qui n'est pas possible en période d'affaires courantes. J'invite donc chacun et chacune à débloquer le plus rapidement possible la situation actuelle.

L'incident est clos.

28 Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la condamnation de notre pays pour le renvoi d'un demandeur d'asile vers la Grèce" (n° 2252)

28.01 Nahima Lanjri (CD&V): Voici peu, notre pays a été condamné par la Cour européenne des droits de l'homme dans le dossier d'un demandeur d'asile afghan qui, conformément aux accords de Dublin, avait été renvoyé vers la Grèce pour le traitement de sa demande d'asile parce qu'il aurait aussi pu demander l'asile dans ce pays.

Quelles seront les conséquences de cet arrêt pour la politique d'asile belge? Quelle est la position d'autres États membres à l'égard de demandeurs d'asile qui ont pénétré dans l'Union européenne via la Grèce?

Cette décision est tout de même étrange. Ainsi, notre pays investit déjà dans Frontex et il apparaît maintenant que nous devons accueillir les demandeurs d'asile qui entrent en Europe via la Grèce et traiter ici leur demande d'asile. En réalité, nous payons doublement de la sorte.

Combien de demandeurs d'asile ont été renvoyés en Grèce dans le cadre de la convention de Dublin, ces trois dernières années?

La Cour européenne considère d'ailleurs aussi que l'arrêt en question s'oppose au traitement des décisions par le Conseil du Contentieux des Étrangers. Le ministre en est-il informé?

28.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La première partie de l'arrêt concerne le CCE

et doit encore être examinée parce qu'en ce qui concerne le caractère effectif de la période de suspension, des mesures doivent encore être prises.

La deuxième partie de l'arrêt concerne la Grèce. La Belgique devra en effet traiter une grande partie des dossiers elle-même. Le 13 octobre 2010, dans l'attente de la décision, il a été décidé de suspendre provisoirement les transferts. Depuis le 25 octobre, la demande d'asile pour la Grèce est examinée par la Belgique, également celle pour laquelle il existait déjà un accord de reprise. Différents pays européens, dont le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Norvège et l'Allemagne ont déjà procédé à la suspension des transferts vers la Grèce.

Il est frustrant que la Grèce ne respecte pas ses engagements européens et internationaux. C'est la raison pour laquelle sous la présidence belge, nous avons demandé à la Grèce de rédiger un plan d'action et la Grèce a même reçu des fonds de la Commission européenne à cet effet. Ce plan doit aujourd'hui absolument être exécuté, sinon, tout le système sera ébranlé.

En 2010, 38 personnes ont été transférées en Grèce, toutes par avion.

28.03 Nahima Lanjri (CD&V): Il est inadmissible qu'un autre État membre européen ne respecte pas ses engagements en matière d'accueil des demandeurs d'asile et de procédures et que les autres pays membres doivent en supporter les conséquences. Il va de soi que je suis favorable à un traitement correct des demandeurs d'asile, mais chaque État membre doit assumer ses responsabilités à cet égard.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 2289 de M. Thiéry est devenue sans objet.

29 Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le renforcement des instances compétentes en matière d'asile" (n° 2257)

29.01 Nahima Lanjri (CD&V): Le Conseil des ministres du 22 octobre 2010 a décidé de recruter du personnel supplémentaire afin de renforcer les instances d'asile, de faire face à la crise de l'accueil et de résorber l'arriéré enregistré au Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides et au Conseil du Contentieux des Étrangers.

Des appels à candidature ont-ils déjà été publiés? Des recrutements sont-ils en cours? A-t-on déjà commencé à résorber l'arriéré enregistré au Commissariat général et au Conseil?

29.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Les réserves de recrutement du Selor ont été sollicitées mais de nouvelles sélections ont également été organisées. Les vacances ont été publiées par le Selor, le VDAB et le Forem ainsi que par la presse. Aucune annonce n'a été nécessaire pour les niveaux C et D étant donné que plusieurs journées de sélection étaient déjà prévues au moment où la décision a été communiquée.

À ce jour, 23 des 57 postes vacants ont déjà été pourvus au sein de l'Office des Étrangers ainsi que 20 des 41 postes vacants au sein du CGRA et 1 des 10 au sein du CCE. Les autres recrutements suivront dans les mois à venir. Le retard ne doit pas être imputé à la procédure de sélection, mais au délai demandé par les candidats avant leur entrée en fonction.

Le 1^{er} janvier 2011, il y avait au service Asile de l'Office des Étrangers un retard de 3 208 demandes à traiter. À cette même date, la charge de travail du CGRA représentait 10 560 dossiers, ce qui représente un retard de 6 560 dossiers. Au CCE, 5 160 dossiers sont en attente.

Chaque service a pris des mesures internes en vue d'une résorption accélérée de l'arriéré, notamment en procédant à la renomination de certains agents.

La résorption de l'arriéré dépend également du nombre de nouvelles demandes qui sont introduites. Le CGRA estime qu'avec les moyens actuels, l'arriéré pourra être résorbé en l'espace de deux ans.

29.03 Nahima Lanjri (CD&V): Un délai de deux ans me semble long, mais l'arriéré s'est accumulé pendant une longue période. Il convient d'éviter un effet d'aspiration en écourtant les procédures d'asile.

L'incident est clos.

30 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la grève évitée au centre pour illégaux 'De Refuge' à Bruges" (n° 2260)

30.01 Sarah Smeyers (N-VA): Les syndicats socialistes ont menacé de faire la grève dans le centre fermé de Bruges après une série d'incidents sérieux menaçant la sécurité du personnel.

Le secrétaire d'État était-il au courant des situations inadmissibles au Refuge? Reconnaît-il que les problèmes sont souvent dus à un accompagnement ou un suivi psychologiques déficients de ces personnes? Combien de centres fermés sont à ce jour confrontés à des problèmes comparables? Les mesures de sécurité seront-elles mieux appliquées? Le régime spécial destiné aux personnes agressives ou ayant des problèmes psychiques sera-t-il à nouveau instauré? Dans l'affirmative, quel budget est-il prévu à cet effet? La concertation avec les syndicats sera-t-elle poursuivie? Le secrétaire d'État est-il disposé à prendre d'autres initiatives pour améliorer la sécurité?

30.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Lorsque j'ai pris mes fonctions, l'Office des étrangers m'a informé de la situation. Des ex-détenus et d'autres habitants présentent parfois un comportement agressif. Les incidents survenus aux centres fermés de Bruges sont une succession de comportements graves d'agressivité physique chez des habitants. C'est inacceptable. Il a été convenu avec les syndicats que la police et le parquet seront sensibilisés pour assurer un meilleur suivi de ces dossiers. Nous examinons avec le ministre de la Justice la manière de résoudre le problème.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 17 h 34.

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Vraag van de heer Tanguy Veys aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de openbaarheid van bestuur bij de politieraden" (nr. 2074)

01.01 Tanguy Veys (VB): De agenda van de zittingen van de politieraden wordt volgens het model huishoudelijk reglement van de Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten (VVSG) openbaar gemaakt door aanplakking in de gemeentehuizen van de gemeenten van de betrokken zones. Geïnteresseerde burgers kunnen zich elektronisch op de agenda abonneren. Dat past in de openbaarheid van bestuur. In de politiezone Schelde-Leie is daar allemaal niets van te merken. Raadsleden en pers worden pas op het laatste nippertje verwittigd, er wordt helemaal niets aangeplakt en er is geen mogelijkheid tot abonnement op de agenda. Deze politiezone zou zelfs geen huishoudelijk reglement hebben.

Hoe moet een politiezone de agenda van de raadszittingen openbaar maken? Indien het huishoudelijk reglement van een politiezone niets over die openbaarheid stipuleert, welke maatregelen kunnen er dan genomen worden? Wie kan optreden? Is de overname van richtlijnen van het VVSG-model afdwingbaar? Welke politiezones zijn in gebreke op het vlak van de openheid en het tijdig vastleggen van data voor de raadszittingen? Zijn nalatige zones al op de vingers getikt? Zo ja, hoe? Zo neen, waarom niet?

01.02 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): De agenda van de politieraad moet volgens de wet minstens zeven dagen op voorhand worden aangeplakt voor een gewone vergadering. In veel gemeenten wordt de agenda ook in de *Streekkrant* afgedrukt en/of online gezet.

Het staat de politieraad van elke zone vrij te communiceren zoals die raad zelf wil, zolang er aan het wettelijke minimum voldaan wordt. De communicatiesystemen worden in het huishoudelijk reglement van elke zone verduidelijkt. Het huishoudelijk reglement is dus een wettelijke verplichting en het moet de wettelijke bepalingen bevatten betreffende de werking van de politieraad, met name deze in verband met de

openbaarheid. Blijft een zone in gebrek, dan moet in de eerste plaats het politiecollege daarop worden aangesproken. Politieraadsleden hebben geëigende wegen binnen hun mandaat om actie te ondernemen. Bij het blijvend in gebreke blijven, kan de toezichthoudende overheid worden aangesproken, mocht die nog niet zelf hebben opgetreden om het reglement te corrigeren.

De gouverneur treedt op als toezichthoudende overheid, zowel namens de gewestelijke minister van Binnenlandse Zaken, als namens de federale minister, elk wat betreft hun specifieke bevoegdheid.

Het aangehaalde model is een voorbeeld en het staat elk bestuur vrij zijn eigen reglement te ontwerpen, naar vorm en naar inhoud. Een andere regeling zou niet conform de geldende wetgeving zijn, omdat het een beknotting zou zijn van de autonomie van de lokale overheid.

Het komt de toezichthoudende overheid toe te controleren of de minimale wijze van openbaarheid van bestuur verzekerd is. Ik ben niet op de hoogte van problemen.

01.03 Tanguy Veys (VB): Ik neem aan dat de nodige elementen er zijn om het probleem op te lossen.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Gerald Kindermans aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het aantal Belgische politiebeambten in het buitenland" (nr. 1957)

02.01 Gerald Kindermans (CD&V): Momenteel zou een veertigtal Belgische agenten deelnemen aan buitenlandse missies in het kader van opleiding en training van buitenlandse collega's. Er zouden 26 agenten actief zijn in Kosovo, 2 in Bosnië, 5 in Congo, 3 in Afghanistan en nog eens 3 aan de Israëliisch-Palestijnse grens. Die missies kaderen binnen samenwerkingsakkoorden die de EU heeft gesloten.

Kan de minister deze cijfers bevestigen? Gebeuren die deelnames via Europese samenwerkingsakkoorden? Klopt het dat België tot 45 politiebeambten kan uitscharen naar het buitenland? Wat is de brutokostprijs per agent per missie, naargelang het land waar hij wordt ingezet? Worden die kosten gedekt door de EU of komt ook de federale overheid tussen? Welke taken moeten de agenten in de verschillende landen uitvoeren? In welke mate verschillen die taken van elkaar?

Wat is de verdeelsleutel betreffende het aantal agenten per missie? Het leeuwendeel lijkt immers actief te zijn in voormalig Joegoslavië en niet in landen zoals Congo of Afghanistan.

02.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Ik kan de aangehaalde cijfers bevestigen. De deelname van de Belgische agenten kadert telkens in een missie van civiel crisisbeheer, die gewoonlijk door de EU of de VN wordt georganiseerd. De beslissing om een missie te starten wordt dus door de EU genomen.

België neemt deel aan die missies naargelang onze eigen mogelijkheden. De geïntegreerde politie kan jaarlijks 45 fulltime equivalenten ter beschikking stellen voor de deelname aan internationale missies van civiel crisisbeheer. De planning wordt elk jaar goedgekeurd door de ministerraad.

De kosten die verbonden zijn aan de deelname worden gezamenlijk gedragen door de EU en de Belgische Staat. Kosten en vergoedingen verbonden aan de aanwezigheid ter plaatse zijn steeds ten laste van de internationale organisaties onder wier toezicht de missie wordt uitgevoerd. De andere kosten worden betaald door de deelnemende landen. Het federaal budget dekt dus de kosten voor de voorbereiding van de inzet en voor de effectieve inzet. Het buitenlands aandeel in de financiering wordt grotendeels betaald door de FOD Buitenlandse Zaken. In dit verband geldt het principe van de looncompensatie. Buitenlandse Zaken betaalt dus als compensatie het loon van een nieuwe agent, die wordt aangeworven ter vervanging van het personeelslid dat op missie gaat, aan de federale politie.

In 2009 bedroeg de gemiddelde kostprijs per fulltime equivalent ten laste van de federale overheid ongeveer 34.000 euro. Voor 2010 zijn nog geen cijfers beschikbaar.

De deelnemende agenten oefenen vooral monitoring-, mentoring-, advising- en trainingactiviteiten uit. Het doel is telkens de politiediensten van het gastland te helpen ontwikkelen. Er is dus geen sprake van

ordehandhaving of operationele functies. De beslissing om deel te nemen aan een bepaalde missie wordt genomen door de ministerraad op basis van de Belgische geopolitieke prioriteiten. De bijdrage wordt missie per missie bepaald.

Er worden niet alleen politiemensen gevraagd. Het aantal agenten dat effectief deelneemt aan de verschillende missies is afhankelijk van de mate waarin de kandidaten beantwoorden aan het gezochte profiel en het doorlopen van de selectieprocedure van de EU.

Uiteraard wordt rekening gehouden met de impact die uitgaat van de veiligheidssituatie van een land zoals Congo op de Belgische interne veiligheid.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Éric Jadot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het matige succes van het meldpunt 'voetbalfraude'" (nr. 2078)

03.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): De afgelopen jaren zou de Centrale Dienst voor de Bestrijding van de Corruptie (CDBC) heel wat ervaring hebben verworven bij de behandeling van dossiers van vervalste voetbalwedstrijden. Omdat er steeds nieuwe gevallen opdoken, werd er op 28 mei 2010 in de CDBC een meldpunt 'voetbalfraude' opgericht. Via dat meldpunt kunnen online of via een gratis telefoonnummer ticketfraude of vervalste wedstrijden worden gemeld. De resultaten van die dienst zouden echter beneden de verwachtingen blijven. Volgens de pers zouden er in zeven maanden tijd slechts vier klachten zijn ingediend, waarmee er meestal niets kon worden aangevangen of die onder een andere jurisdictie vielen.

Waarom schrijft u dit gebrek aan succes toe? Werd er een voorlichtingscampagne over de opdrachten van dat meldpunt opgezet? Wat denken de ambtenaren over hun dienst? Aan welke verwachtingen moet deze dienst volgens u in 2011 voldoen?

03.02 Minister **Annamie Turtelboom** (*Frans*): De politieambtenaar die in de CDBC de strijd tegen de voetbalfraude coördineert, heeft diverse initiatieven genomen om de aandacht van de partners op dit meldpunt te vestigen. Er werd trouwens regelmatig overleg gepleegd met het federaal parket, de Kansspelcommissie en de Koninklijke Belgische Voetbalbond. Er werden overeenkomsten gesloten, met name op het stuk van de informatie-uitwisseling. Er vond ook een vergadering plaats met de Cel voor Financiële Informatieverwerking om na te gaan hoe er concreet zou kunnen worden samengewerkt.

De voetbalcoördinator heeft de beheerders van de voetbaldossiers van de lokale politie de werking van het meldpunt toegelicht. Hij heeft ook de Nederlandse voetballiga bezocht om er de Belgische aanpak voor te stellen en een beter zicht te krijgen op de manier waarop Nederland het probleem benadert.

De UEFA is ook geïnteresseerd in de bestrijding van dit fenomeen, en er werden gesprekken gevoerd over een mogelijke samenwerking.

De federale politie heeft akkoorden gesloten met de diensten die verantwoordelijk zijn voor de bestrijding van de georganiseerde misdaad in het Oost-Aziatische milieu. In België heeft de voetbalcoördinator contact opgenomen of akkoorden gesloten met de Pro League, de Voetbalcel van de FOD Binnenlandse Zaken, Interpol en de onderzoekers van de politiezone Brussel.

Tot dusver heb ik geen enkel signaal opgevangen van de federale gerechtelijke politie waaruit zou blijken dat de huidige capaciteit van het meldpunt ontoereikend zou zijn. Het is trouwens niet de coördinator van de politie die het onderzoek voert.

Het is de bedoeling na de zomer van 2011, na afloop van het voetbalseizoen, een analyse te maken. Het klopt dat het belangrijk is om publiciteit aan een en ander te geven bij het grote publiek, en ik zal aan de cel vragen om daarop toe te zien.

Voor de voetbalfraude die via het meldpunt bij justitie aangegeven wordt, verwijs ik u naar mijn collega, de minister van Justitie.

03.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Gezien het kleine aantal ingediende klachten, moeten de inspanningen betrekking hebben op het geven van publiciteit.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van de heer Éric Jadot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanvallen van tophackers die verdacht worden in het kader van de WikiLeaksaffaire en het daarmee verband houdende onderzoek van de Computer Crime Unit" (nr. 2087)**

04.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): *De Standaard* en *The Guardian* pakten onlangs uit met berichten over elektronische aanvallen door tophackers vanuit Nederland en België, in de marge van de WikiLeaksaffaire. Er zou momenteel een onderzoek aan de gang zijn.

Waarom is het zo moeilijk om de tophackers te identificeren? Hoe komt het dat de Nederlandse politie meer succes boekt? Zijn er nieuwe elementen opgedoken in het onderzoek van de Federal Computer Crime Unit (FCCU)? Welke feiten worden die personen ten laste gelegd? Welke aanpak staat u voor?

04.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Volgens de FCCU-specialisten doen er zich geen specifieke moeilijkheden voor wat de identificatie van de hackers betreft. Het internationale karakter van deze misdrijven maakt de onderzoeken wel complexer. België moet nog een aantal bepalingen van het kaderbesluit 2005/222/JBZ van 24 februari 2005 over aanvallen op informatiesystemen omzetten.

De FCCU heeft een aantal voorstellen geformuleerd. Het lopende onderzoek bij de FCCU staat los van de aanvallen in december en er is dus geen rechtstreeks verband met WikiLeaks. Ik verwijs u in dit verband naar de minister van Justitie.

E-cops is een meldpunt waarop internetgebruikers internetmisdrijven kunnen melden. Elke melding wordt onderzocht, maar enkel de inbreuken worden meegedeeld aan de betrokken politiedienst of er wordt proces-verbaal opgemaakt, dat aan het bevoegde parket wordt overgezonden.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over "diefstallen in de grensstreek met Frankrijk" (nr. 2188)**

05.01 **Peter Logghe** (VB): Grensoverschrijdende misdaadbestrijding stelt nog steeds niet zoveel voor, toch niet in de richting van Frankrijk. Wat met Nederland wel kan en wat met Schengen de regel had moeten zijn, kan in Frankrijk blijkbaar nog altijd niet: de opsporing en arrestatie van daders van grensdiefstallen laat nog steeds te wensen over.

Hoe evolueerde het aantal grensdiefstallen de jongste vijf jaar aan de Franse grens? Hoever staat het overleg met Frankrijk? Wanneer mag de Belgische politie over de Franse grens trekken om daar daders te arresteren? Op welke juridische argumenten beroept de Franse Staat zich om de arrestatie van dieven op Frans grondgebied te verwerpen? Wat gaat de minister doen om het probleem op te lossen?

05.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): De politiezones West-kust, Veurne en Ieper delen mij mee dat zij geconfronteerd worden met twee fenomenen: enerzijds de criminaliteit gepleegd door Noord-Fransen en anderzijds de criminaliteit gepleegd door Oost-Europese rondtrekkers die opereren vanuit Belgische grootsteden en gebruik maken van het Franse grondgebied bij hun verplaatsing. Het aantal zware diefstallen, homejackings, ramkraken en garagediefstallen daalde van 2.476 gevallen in 2006 tot 1.951 in 2010. Het aantal ramkraken daalde spectaculair na de arrestatie van de bende-Callewaert. In 2010 heeft de lokale recherche zestien Noord-Fransen aangehouden.

Maandelijks zijn er operationele recherchevergaderingen, de zogenaamde 'franco-belges'. Er is een permanente uitwisseling van informatie, bijvoorbeeld over verdachte nummerplaten. De politiezones beschikken over verbindingssambtenaren die zeer frequent met de Franse collega's overleggen en er worden uitwisselingsstages voor officieren georganiseerd. Er worden ook gezamenlijke acties op het terrein georganiseerd, ook op het openbaar vervoer. Daarnaast werden ook al gemengde onderzoeksteams

opgericht voor bepaalde specifieke dossiers. Ook op het strategisch niveau is er overleg. We doen dus zoveel en vooral zo pragmatisch mogelijk.

Op basis van de verdragen van Schengen en Prüm kan de Belgische politie in dringende gevallen bij zware misdrijven de verdachten over de grens achtervolgen en staande houden op Frans grondgebied, waarbij de Franse politie onmiddellijk wordt verwittigd en overgaat tot arrestatie. Om grensoverschrijdende arrestaties mogelijk te maken is er een wijziging nodig van de Franse Grondwet. Pas als die is doorgevoerd, kan Frankrijk dit omzetten in de wetgeving. Daarom onderhandelt Frankrijk nog niet met ons land.

05.03 Peter Logghe (VB): Gelukkig daalt het aantal zware misdrijven, maar het aantal kleinere misdrijven blijft zeer hoog en meteen ook het onveiligheidsgevoel van de mensen in de grensstreek. Arrestatie over de grens is nog altijd niet mogelijk. Minister Dewael verklaarde drie jaar geleden dat daarover werd overlegd. Blijkbaar ligt het overleg stil. Na meer dan drie jaar is nog niets bereikt.

05.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Er is permanent overleg, er zijn gemengde operationele teams, maar het dossier zit vast zolang Frankrijk zijn Grondwet niet wijzigt. Dat blijft zo tot Frankrijk overtuigd is dat die grondwetwijziging nodig is. Daarover kan ik echter niet onderhandelen. Ik kan alleen op Frankrijk inpraten en wat psychologische druk uitoefenen.

05.05 Peter Logghe (VB): Wij staan na drie jaar nog geen stap verder, in tegenstelling tot de situatie met Nederland. Ik betreur dat.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Myriam Delacroix-Rolin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het koninklijk besluit betreffende de inning van een vergoeding voor opdrachten van bestuurlijke politie van de lokale politie" (nr. 2205)

06.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Artikel 90 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, bepaalt dat de politieraad een reglement kan vaststellen betreffende de inning van een vergoeding voor opdrachten van bestuurlijke politie van de lokale politie. Het daartoe vereiste koninklijk besluit, waarin de voorwaarden en modaliteiten van die inning nader worden bepaald, is tot op heden echter nog niet bekendgemaakt.

Heeft de ministerraad wel degelijk een ontwerp van koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 90 van voornoemde wet van 1998 goedgekeurd? Zo ja, in welke fase van goedkeuring bevindt het zich en wanneer wordt het bekendgemaakt? Zo niet, kan u ons meedelen wanneer dat besluit zal worden goedgekeurd?

06.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Er werd een ontwerp van koninklijk besluit voorgelegd aan de ministerraad, dat vervolgens voor advies aan de Raad van State werd overgezonden. Die heeft enig voorbehoud gemaakt bij de machtiging van de bevoegde minister om andere gevallen, waarin de inning van een vergoeding uitgesloten is, vast te leggen dan die welke al in het ontwerp van koninklijk besluit waren vermeld.

De nodige wijzigingen werden vervolgens aangebracht aan het ontwerp. Tijdens deze periode van lopende zaken is het evenwel onmogelijk om de goedkeuringsprocedure voort te zetten.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Myriam Delacroix-Rolin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de gemeentelijke retributies voor het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg" (nr. 2221)

07.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Een aantal gevallen van fout parkeren zijn sinds 2005 gedepenaliseerd.

Naast het opleggen van een administratieve sanctie voor schending van een parkeerregel, biedt de wet van 22 februari 1965 de gemeenten, via reglementen voor retributies of belastingen, de mogelijkheid om parkeerretributies of -belastingen op te leggen aan de gebruiker van een parkeerplaats.

Graag vernam ik of de politie een parkeerovertreding zowel kan vaststellen op grond van een retributie- als op grond van een belastingreglement.

07.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Krachtens artikel 170 van de Grondwet, kunnen gemeentelasten en -belastingen van alle aard enkel worden vastgesteld bij gemeentelijke verordening.

De federale wetgever heeft dan wel bepaalde modaliteiten inzake betalend parkeren gedepenaliseerd, het niet-vereffenen van een geldbedrag dat verschuldigd is voor een parkeerovertreding, is een overtreding van het gemeentereglement die enkel administratief beboetbaar is.

Met toepassing van artikel 119*bis* van de nieuwe gemeentewet, zijn de politieagenten en -ambtenaren bevoegd om de overtredingen van het gemeentereglement vast te stellen, ongeacht de aard van de vastgelegde sanctie.

Artikel 29 van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer biedt politieambtenaren de mogelijkheid zich aan taken te wijden die inspelen op de legitieme verwachtingen van de bevolking inzake veiligheid, door ondubbelzinnig de volledige bevoegdheid van de politieagenten inzake het wegverkeer vast te leggen.

De wettelijke mogelijkheid om de politieagenten te belasten met dat soort taken doet op geen enkele wijze afbreuk aan de bepalingen van de wet op het politieambt, waarin de algemene vaststellingsbevoegdheid van de politieambtenaren is vastgelegd.

Hoewel dat soort taken uit organisatorische overwegingen bij voorrang aan politieagenten toevertrouwd wordt, blijkt uit de parlementaire voorbereiding betreffende voormeld artikel 29 dat de politieambtenaren ter zake hun volledige bevoegdheid behouden.

07.03 **Myriam Delacroix-Rolin** (cdH): Uw antwoord verheugt mij, want daaruit blijkt dat de invorderingsprocedure via een belastingreglement geregeld kan worden en dat kost een gemeente niet veel.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de toekenning van eretekens aan de leden van de politiediensten" (nr. 2232)**

08.01 **Leen Dierick** (CD&V): Hoewel het KB over de eretekens van de politie al dateert van 27 januari 2008, werd er geen verder gevolg aan gegeven. De minister beloofde dat er in 2010 eretekens zouden worden uitgedeeld, maar naar verluidt is er tot op vandaag nog geen enkel ereteken uitgereikt. Hoe komt dat?

08.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Na de publicatie van het KB, moesten de interne *tools* worden ontwikkeld. Dat is onlangs afgerond. In 2010 werden 525 eretekens voor 'laureaat van de arbeid' uitgereikt. Dit jaar worden er ongeveer 9.000 dossiers behandeld. De administratieve diensten melden mij dat ze met capaciteitsproblemen kampen, maar ik reken op de verantwoordelijke chefs om dat op te lossen. Het heeft lang genoeg geduurd. Na de finale publicatie in het *Belgisch Staatsblad* en in het *Personeelsbulletin van de geïntegreerde politie* worden de oorkonden aan de betrokkenen bezorgd. Wie dat wil, kan ook de medaille kopen.

08.03 **Leen Dierick** (CD&V): Ik ben blij dat er nu spoed achter wordt gezet.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van mevrouw Juliette Boulet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de wijziging van de wetgeving inzake de alarmsystemen" (nr. 2264)**

09.01 **Juliette Boulet** (Ecolo-Groen!): Artikel 26 van het koninklijk besluit van 2007 tot vaststelling van de voorwaarden voor installatie, onderhoud en gebruik van alarmsystemen bepaalt dat de

beveiligingsonderneming, op het eenvoudig verzoek van de eigenaar, de codes die noodzakelijk zijn om toegang te krijgen tot de informatie en de programmering van het alarmsysteem, onvoorwaardelijk en kosteloos overmaakt. Een eigenaar kan een beroep doen op een andere onderneming voor het onderhoud of hij kan zelf het onderhoud uitvoeren. In dat geval moet hij wel de fabriekscodes hebben.

Is de erkende onderneming verplicht om de fabriekscodes te geven aan de eigenaar die het onderhoud wil zelf uitvoeren of laten uitvoeren door een andere onderneming, zoals de wet hem dat toestaat? Zo ja, kan de onderneming de eigenaar dan bijkomende kosten aanrekenen?

09.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Een beveiligingsonderneming moet de eigenaar van het alarmsysteem inderdaad kosteloos de code bezorgen die hij nodig heeft om toegang te krijgen tot de informatie en de programmering van het systeem, en dit ten laatste bij de levering van een nieuw systeem of op eenvoudig verzoek voor wat bestaande systemen betreft.

Het staat de eigenaar vrij om op elk ogenblik te kiezen wie het onderhoud voor zijn rekening zal nemen: hetzij een erkend bedrijf, hetzij hijzelf.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over "een nieuwe samenwerking of nieuwe taken voor bewakingsfirma's" (nr. 2282)**

10.01 **Peter Logghe** (VB): In het rapport *Private Security in Belgium* zouden de bewakingsfirma's ervoor pleiten om in overleg met de federale politie meer taken toevertrouwd te krijgen. Een van de problemen is echter de mogelijkheid van informatie-uitwisseling. Zelfs het doorgeven van nummerplaten van gestolen wagens is onmogelijk door de privacywetgeving.

Kan de commissie dat rapport krijgen? Welke informatie kan worden uitgewisseld tussen de politie en de bewakingsfirma's? Overweegt de regering een aanpassing van de privacywetgeving zodat bewakingsfirma's meer mogelijkheden krijgen en zij bijvoorbeeld auto's via bewakingscamera's kunnen screenen op geseinde nummerplaten? Als de taken van bewakingsfirma's zouden worden uitgebreid, met bijvoorbeeld de bewaking van asielcentra, aan welke extra controles zouden deze firma's dan worden onderworpen?

10.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Het rapport *Private Security Belgium* kan gratis worden gedownload op de site van de Confederation of European Security Services.

Bewakingsondernemingen werken op privaat terrein voor rekening van de exploitant van dit terrein. De politie houdt toezicht op openbare plaatsen. Net als alle burgers kunnen bewakingsagenten verdachte handelingen of wagens melden aan de politie.

Volgens de wet op het politieambt mogen politiediensten informatie over identificeerbare personen enkel meedelen aan overheden die het gezag uitvoeren over hun werkzaamheden. De bescherming van de persoonlijke levenssfeer is een grondrecht van elke burger in een rechtsstaat. Daaraan kan niet worden getornd.

Op lokaal vlak kunnen politiediensten uiteraard wel met privéondernemingen samenwerken en nuttige informatie uitwisselen. De politie mag bepaalde aandachtspunten meedelen, zolang er maar geen persoonsgegevens kenbaar worden gemaakt.

10.03 **Peter Logghe** (VB): Ik acht het goed mogelijk dat de vraag naar een uitbreiding van de taken van bewakingsfirma's vanuit de maatschappij zal stijgen.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het afleveren van veiligheidsattesten door het FANC" (nr. 2315)**

11.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Sinds 2005 heeft het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC) de bevoegdheid om op basis van een controle veiligheidsattesten uit te reiken voor de toegang tot lokalen, gebouwen of terreinen waarvoor het FANC verantwoordelijk is. Een wetsontwerp wil dat toepassingsgebied nu verduidelijken en uitbreiden, dus vraag ik me af hoe een en ander momenteel precies wordt geïnterpreteerd.

Over welke installaties gaat het en wat zijn de toegangsmodaliteiten? Hoeveel veiligheidsattesten werden toegekend tussen 2006 en 2010 en hoeveel werden er geweigerd? Wat is de gemiddelde termijn voor het toekennen van een attest? Wat houden de snelle screenings in waarvan sprake is in het FANC-jaarverslag van 2005? Gaat het over dezelfde veiligheidsprocedures? Hebben de veiligheidsattesten de snelle screenings vervangen? Werd het systeem van veiligheidsattesten ooit al geëvalueerd en wat waren de aanbevelingen? Is dat de aanleiding geweest voor het wetsontwerp? Welke instanties waren betrokken bij die evaluatie?

11.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Deze wetgeving is altijd zo geïnterpreteerd dat de directeur-generaal van het FANC gemachtigd is om veiligheidsattesten af te leveren of in te trekken voor de toegang tot nucleaire installaties. Om zowel juridische als structurele lacunes op te vangen, heeft de minister van Binnenlandse Zaken destijds beslist om systematischer gebruik te maken van de snelle screening, maar dan wel op voorwaarde dat de betrokken instanties werk zouden maken van een regelgeving om deze kwestie definitief te regelen. De wet van 3 mei 2005 met betrekking tot de veiligheidsattesten komt daaraan echter maar gedeeltelijk tegemoet.

Alle werknemers die werk verrichten in de gevoelige zones van de nucleaire installaties, moeten beschikken over een veiligheidsmachtiging van de nationale veiligheidsoverheid. Omdat het voorafgaande onderzoek voor zo een veiligheidsmachtiging tijd in beslag neemt, kunnen die werknemers slechts toegang krijgen nadat het FANC een veiligheidsattest heeft afgeleverd, waarbij compenserende maatregelen worden opgelegd. Voor de bezoekers wordt enkel een veiligheidsattest gevraagd bij het FANC wanneer deze een gevoelige zone moeten betreden. Ook hier gelden dan compenserende maatregelen.

In 2006 werden 5.540 attesten aangevraagd, 5.500 toegekend en 40 geweigerd. Voor 2007 ging het om respectievelijk 7.496, 7.448 en 48 attesten. Voor 2008 om 9.383, 9.300 en 83 attesten. Voor 2009 om 9.386, 9.331 en 55 attesten.

De termijn voor het afleveren van een veiligheidsattest bedraagt 15 dagen. Vanaf 2005 werd het systeem van veiligheidsattesten wettelijk ingevoerd. De houders van deze veiligheidsattesten hadden evenwel niet de toelating om toegang te hebben tot materiaal, documenten of gecategoriseerde plaatsen. Daarom was een nieuwe aanvullende regeling nodig en werd in overleg met alle betrokken instanties een wetsontwerp uitgewerkt, dat ik volgende week in het Parlement zal toelichten.

11.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Eigenlijk is er dus nauwelijks onderscheid in de feiten tussen de snelle screenings en de huidige veiligheidsattesten, en is er pas sinds 2005 een duidelijk wetgevend kader. En wat moet ik mij voorstellen bij die compenserende maatregelen?

11.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Dat zal ik houden voor de commissie van volgende week.

11.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): In het jaarverslag van 2005 is er sprake van 22.000 aanvragen voor snelle screenings, maar sinds het wetgevend kader ligt het aantal veiligheidsattesten een stuk lager.

11.06 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Ik stel voor dat we ook daar volgende week op terugkomen.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de impact van het MYRRHA-project op het FANC" (nr. 2319)

12.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Het MYRRHA-project heeft als uiteindelijk doel een nieuwe

onderzoeksreactor te ontwikkelen voor het SCK en zal niet minder dan 960 miljoen euro kosten. Het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC) is verantwoordelijk voor de toekenning van de vergunningsaanvragen en voor het opstellen van veiligheidscriteria, ook voor dit nieuwe type reactor.

Welke stappen heeft het FANC gezet sinds de beslissing van maart 2010? Hoe loopt het overleg met het SCK en de minister van Energie hierover? Welke extra belasting betekenen de ontwerp- en de voorbereidingsfase van het MYRRHA-project voor het FANC? Hoeveel extra mensen zullen er worden aangeworven? Hoeveel mensen van het huidige korps zullen worden ingeschakeld? Beschikt het FANC over voldoende informatie en expertise om de ontwerp- en voorbereidingsfase op een grondige manier aan te pakken? Zijn er al afspraken gemaakt tussen het FANC en het SCK?

Wanneer zullen de noodzakelijke veiligheidscriteria zijn uitgewerkt? Binnen welke termijn zou het FANC zich kunnen uitspreken over een eventuele vergunning? Het SCK droomt van 2014. Acht de minister dat een realistische timing? Is er al een inschatting gemaakt over de belasting van het FANC na de vergunningsfase? Zal ons land volledig opdraaien voor de controlekosten? De premier is nog volop op zoek naar internationale partners, maar daarover bestaan voorlopig nog geen financiële overeenkomsten.

12.02 Minister **Annemie Turtelboom** (Nederlands): Na de beslissing van de ministerraad van 5 maart 2010 over het MYRRHA-project heeft het FANC contacten gelegd met het SCK. Een voorstel van conventie tussen het SCK en het FANC werd reeds bezorgd aan het SCK. Op kabinetsniveau werd vorige week nog een vergadering belegd tussen de bevoegde adviseurs van Binnenlandse Zaken en Klimaat en Energie.

Het FANC zal tijdens de ontwerp- en voorbereidingsfase vier extra personen aanwerven. Een aantal mogelijke financieringsmechanismen wordt op dit ogenblik bestudeerd.

Aangezien de MYRRHA-reactor een innoverend project is, zelfs uniek op wereldniveau, is het logisch dat het FANC vandaag nog niet beschikt over alle nodige informatie en expertise. Daarom heeft het FANC contacten gelegd met buitenlandse veiligheidsautoriteiten die ervaring hebben met specifieke deelaspecten van het project. Het FANC en het SCK hebben in de loop van 2010 reeds een aantal keren samen vergaderd.

Het FANC heeft ook een interne projectstructuur voorbereid en is klaar om met de veiligheidsaspecten te starten. Het FANC is bereid om de samenwerking met het SCK opnieuw op te nemen zodra er duidelijkheid is inzake de tegemoetkoming van de veiligheidsoverheid in de pre-licentiefase.

Het SCK is de verantwoordelijke uitbater van de installatie en draagt alle controle- en inspectiekosten. Hoe het SCK dat met internationale partners regelt, is een vraag die tot de bevoegdheid van de minister van Klimaat en Energie behoort.

12.03 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Er is dus een discussie tussen het FANC en het SCK over de financiering van de pre-licentieperiode en wat nadien zal volgen. Er dreigt ook een risico op een grote afhankelijkheid, niet alleen financieel, maar ook wat expertise betreft. Het FANC zal ook vaak bij het SCK te rade moeten gaan. Ik hoop dat de minister samen met ons de onafhankelijkheid van het nucleair controleagentschap zal bewaken.

Het incident is gesloten.

13 **Vraag van de heer Josy Arens aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de federale dotatie 2010 om het aanwervingsbeleid in politiezones te stimuleren" (nr. 2305)**

13.01 **Josy Arens** (cdH): Tijdens het begrotingsconclaaf van maart 2010 had de regering besloten extra middelen toe te kennen aan de federale politie en de politiezones. Er werd een bedrag van 7,732 miljoen euro uitgetrokken om de politiezones in staat te stellen 175 vte's in dienst te nemen. In het koninklijk besluit van 22 december 2010 wordt niet vermeld hoe het deel van de dotatie dat aan elke zone wordt toegewezen, berekend wordt.

Volgens welke criteria werd die dotatie verdeeld? Gaat het om een jaarlijkse, eenmalige of op geregelde tijdstippen herhaalde operatie? Sommige zones ontvangen vier tot vijf keer meer dan andere, terwijl ze over evenveel politieagenten beschikken. De zone Aubange-Athus-Musson-Saint-Léger, die met een structureel

tekort kampt, komt er maar bekaaid af. Kan u me dat beleid nader toelichten?

13.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Het grootste deel van de dotatie (5 miljoen euro) werd op lineaire wijze toegekend aan de 196 politiezones. Het saldo (2,732 miljoen euro) werd overeenkomstig de nota van de ministerraad onderverdeeld in drie categorieën: extra steun aan de Brusselse zones om er de veiligheid te verbeteren; een bijkomende dotatie voor de drie politiezones die in een bijzonder moeilijke budgettaire situatie verkeren (Condroz-Famenne, Hermeton en Heure en Hamme-Waasmunster) en ten slotte vier zones waarin zich een gevangenis of een soortgelijke instelling bevindt, die geacht wordt een bijzondere druk uit te oefenen op de operationele capaciteit (Bertrix-Bouillon-Daverdisse-Herbeumont-Libin, Hoogstraten-Merksplas-Rijkevorsel, Herstappe-Tongeren en Herent-Kortenberg).

Deze zones vertonen specifieke kenmerken waardoor er moet ingegrepen worden in afwachting van de algemene en structurele hervorming van de financiering van de zones.

13.03 **Josy Arens** (cdH): Ik betreur dat een groot deel op een nogal lineaire manier werd verdeeld. In de zone Aubange is er veel grenscriminaliteit. In de zone Aarlen worden er tienduizenden overuren gemaakt door de overbrenging van gedetineerden. Als lid van het politiecollege zal ik vanaf nu zoals andere leden van het college de overbrenging van gedetineerden verbieden. De minister van Justitie zal dan misschien begrijpen dat een aantal zones anders moeten worden behandeld.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nrs 1265, 1513, 1525, 1816 en 1838 van mevrouw Smeyers werden al eens uitgesteld en zijn dus zonder voorwerp geworden.

14 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Tanguy Veys** aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de problemen met Roma in Gent" (nr. 1778)

- de heer **Tanguy Veys** aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de problemen met Roma in Gent" (nr. 1779)

- de heer **Tanguy Veys** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de problemen met Roma in Gent" (nr. 1781)

14.01 **Tanguy Veys** (VB): In Gent is het aantal leeflonen dat het OCMW uitbetaalt aan EU-burgers in twee jaar tijd ongeveer verviervoudigd. De problematiek van de Roma is er heel acuut. Dat heeft onder meer te maken met de manier waarop wordt bepaald wie een leefloon krijgt van het OCMW en wie niet. De Vlaamse minister Bourgeois verwees steevast naar de federale overheid die de OCMW's een rondzendbrief zou moeten bezorgen over de problematiek.

Eind vorig jaar smeekte de Gentse burgemeester de bevolking om de Roma niet te helpen omdat er anders nog meer zouden toestromen. Dat is op zijn minst atypisch voor een socialist.

Wat is de houding van de staatssecretaris ten aanzien van deze problematiek? Vindt de staatssecretaris het terecht dat de burgemeester aan de alarmbel trekt of vindt hij dat de stad Gent het probleem aan zichzelf te wijten heeft? Vindt de staatssecretaris net als de burgemeester dat Europa het probleem moet oplossen of moet de federale overheid volgens hem een rol spelen? Heeft de burgemeester zelf nog instrumenten om de problematiek aan te pakken?

14.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): We moeten een onderscheid maken tussen Roma die uit een EU-land komen en Roma van buiten de EU.

De EU-onderdanen genieten een vrij verkeer van personen gedurende drie maanden. Pas na die drie maanden moeten ze aan bepaalde voorwaarden voldoen.

Voor Roma van buiten de EU denk ik dat ontradingscampagnes ter plaatse het meest efficiënte middel blijven. In het geval van Albanië en Bosnië zullende Belgische asielinstanties heel aandachtig zijn voor

misbruiken en bij een te grote toestroom uit die landen, zal ik een nieuwe ontradingscampagne organiseren.

Tijdens het Belgische voorzitterschap werd ook met de Balkanlanden overeengekomen dat de vrijstelling van visumplicht kan worden opgeheven als de toestroom te groot wordt.

Er zijn effectief afspraken gemaakt tussen de diensten van de stad Gent en DVZ om nauwer en efficiënter samen te werken en zo OCMW-steun minder aantrekkelijk te maken. De werking van de betrokken diensten zal accuraat op elkaar worden afgestemd. Zo zal bijvoorbeeld de Vreemdelingendienst van de stad Gent aan de DVZ meedelen of ze vermoedens of aanwijzingen heeft van fraude, zodat DVZ korter op de bal kan spelen.

Er komt eveneens een nauwere samenwerking tussen de stad Gent en de wijkagenten, die beter zullen nagaan of nieuwkomers ook echt op het opgegeven adres wonen.

Ten slotte zullen mensen na hun aanvraag tot verblijf beter worden opgevolgd om na te gaan of ze wel aan de voorwaarden voldoen.

14.03 Tanguy Veys (VB): Tijdens het overleg met de stad Gent kwam ook de uitkering van de leeflonen op tafel. De vlotheid waarmee dat in Gent gaat, maakt de stad veel aantrekkelijker dan bijvoorbeeld Antwerpen. Heeft de minister alternatieven voorgesteld?

14.04 Staatssecretaris **Melchior Wathelet (Nederlands):** Een leefloon hangt niet af van een verblijfsstatuut, maar van een aantal voorwaarden, geregeld door de wet van 1965. Maatschappelijke integratie is de bevoegdheid van collega Courard.

Een betere samenwerking tussen DVZ, de gemeenten en de OCMW's is noodzakelijk om het statuut van een persoon en de gevolgen daarvan te kennen. Daaraan wordt hard gewerkt.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter:** Mevrouw Galant heeft laten weten dat zij haar vraag nr. 1824 wenst uit te stellen.

15 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het recordaantal asielaanvragen in 2010" (nr. 1924)

15.01 Sarah Smeyers (N-VA): Einde 2010 bleek de ernst van de asielcrisis overduidelijk: 21.078 mensen waren in 2010 geregulariseerd en er werden 19.941 asielaanvragen ingediend. Toch bleek slechts 21,4 procent van alle aanvragen na behandeling gerechtvaardigd. Volgens de commissaris-generaal was dit te wijten aan het hoge aantal oneigenlijke aanvragen, onder andere uit de Balkan.

De staatssecretaris is naar de Balkan geweest en heeft er het afgelopen jaar twee ontradingscampagnes gevoerd. Ziet hij een significant effect van deze campagnes? Plant hij nog meer dergelijke acties?

Door de hoge instroom in 2010 is er ook een achterstand van meer dan 10.000 dossiers. Er werd reeds eerder beloofd dat oneigenlijke aanvragen prioritair of versneld zullen worden behandeld. In hoeveel extra personeelsleden en budgettaire middelen wordt er in 2011 voorzien opdat die achterstand in twee jaar kan worden weggewerkt? Is dat haalbaar?

15.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet (Nederlands):** Het aantal asielaanvragen uit Macedonië daalde duidelijk in november en december. Uit Servië bleef de instroom vrij hoog.

Er waren 116 asielaanvragen in november en 140 in december. Deze aantallen zijn lager dan in oktober en bedragen de helft van het aantal aanvragen in de piekmaand februari. Voor Kosovo schommelt de maandelijkse instroom sinds oktober rond 200 asielaanvragen.

Het ontradingsbeleid dat ik voer in de Balkanlanden is geen loutere preventiecampagne. Het is de bedoeling om deze asielaanvragen in België versneld te laten behandelen en effectief de terugkeer van uitgeprocedeerde personen naar deze landen op te leggen.

Ik heb het CGVS per brief verzocht de asielaanvragen van onderdanen uit Servië, Macedonië en Kosovo versneld te behandelen. Ook aan de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen heb ik opgelegd deze groepen bij voorrang te behandelen. Deze prioritaire en versnelde behandeling wordt ondertussen toegepast bij beide instanties.

Het CGVS zal de snelheid nog verder opdrijven dankzij de hulp van bijkomend personeel specifiek voor de Balkandossiers vanaf februari 2011. Of een bijkomende campagne ter plaatse opportuun is, zal ik later samen met DVZ bekijken. Ik zal in elk geval in februari naar Kosovo gaan, omdat daar het grootste probleem ligt. Voor Kosovo zullen wij ook de readmissie-akkoorden sluiten in Benelux-kader.

De regering heeft ook beslist om enerzijds de contracten te verlengen van het reeds eerder aan het CGVS toegekende bijkomende personeel en bijkomende middelen ter beschikking te stellen van het CGVS voor de aanwerving van 26 personen van niveau A en 5 van niveau C. Het is onze bedoeling om te komen tot een systematische behandeling van alle asielaanvragen en het inhalen van de achterstand binnen twee jaar, op voorwaarde dat de instroom terug daalt tot onder het gemiddelde van 1.500 asielaanvragen per maand.

Dat is de basis waarop we het bijkomend personeel hebben berekend. De beslissingscapaciteit van het CGVS is opgedreven tot een gemiddelde van 1.150 beslissingen per maand en dat moet 1.400 tot 1.500 worden. De productiviteit is in 2010 gestegen met 35 procent per persoon.

We verwachten een daling van de instroom van asielzoekers door de ontradingsmaatregelen en de gebruikelijke daling aan het begin van het jaar.

Ik houd de regering regelmatig op de hoogte van de productiviteit en de aanpak van de achterstand bij het CGVS.

15.03 Sarah Smeyers (N-VA): Ik hoop dat de combinatie van preventie en het signaal dat de minister geeft met de prioritaire of versnelde afhandeling van die dossiers, effectief werkt.

We blijven pleiten voor een lijst met veilige landen.

15.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): We hebben reeds een debat gevoerd over de lijst met veilige landen. Voor Macedonië bijvoorbeeld wordt er bijna niemand erkend. Dat is niet gemakkelijk, maar het is duidelijk dat daar een boodschap gebracht moet worden. Voor Kosovo is de ratio vrij laag, maar 6 tot 7 procent van de asielzoekers wordt erkend. Dan is het moeilijker om een ontradingscampagne te organiseren. Daarom vind ik het readmissie-akkoord een goede gelegenheid om een ontradingscampagne te organiseren.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de vreemdelingenkaarten" (nr. 2027)

16.01 Theo Francken (N-VA): De ministerraad besliste om de termijn van de elektronische vreemdelingenkaart van vijf naar tien jaar te brengen.

Zal dit ook gelden voor de kaarten van het type E, E+, F en F+ en zal men de prijs voor de kaarten met een geldigheidsduur van vijf jaar halveren?

Welk beleid is van toepassing voor de partners die in het kader van gezinshereniging pas na een periode van drie jaar overstappen naar een onbeperkt verblijf?

Hoe kan deze lange termijn van tien jaar in overeenstemming worden gebracht met de noodzaak om over een streng beveiligde identiteitskaart te beschikken? Hoe wordt de beveiliging verzekerd in het licht van de EU-verordening inzake biometrische gegevens? Wat zal de minister doen opdat de Europese blauwe kaart tijdig zal worden afgeleverd? De fraudecel in de luchthaven van Zaventem maakt gewag van enorm veel misbruiken met identiteitskaarten. Zo vangt Zaventem zo maar even 16 procent op van alle frauduleuze documenten in de Europese Unie. Ik vind dit zeer zorgwekkend.

16.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): De bewuste diensten leveren zeer goed werk.

De Europese richtlijn over het recht van vrij verkeer en verblijf op het grondgebied van de lidstaten voor EU-burgers en hun familieleden bepaalt dat de duurzame verblijfkaart F groen om de tien jaar automatisch vernieuwbaar is. Daarom bestudeert de DVZ, samen met de algemene directie Instellingen en Bevolking, de verlenging van de geldigheidsduur van dit document. Voor de kaarten van het type F en E is dit echter niet mogelijk omwille van bepalingen in diezelfde richtlijn.

De kostprijs van de kaart hangt niet af van de geldigheidsduur, zodat de prijs nog steeds 12 euro bedraagt.

Aangezien EU-burgers en hun familieleden de status van duurzaam verblijf verwerven na een verblijf van respectievelijk drie en vijf jaar, moet de geldigheidsduur van het attest daaraan worden aangepast. Ik heb de bevoegde instanties dan ook verzocht om dit te bestuderen en de nodige reglementaire wijzigingen door te voeren.

De geldigheidsduur van de identiteitskaart C voor vreemdelingen en de EG-verblijfsvergunning D voor langdurig ingezetenen zal ook op tien jaar worden gebracht.

Het verlengen van de geldigheidsduur van sommige verblijfsdocumenten doet geen afbreuk aan de geldende beveiligingsmaatregelen en de toekomstige invoering van biometrische gegevens. De Europese richtlijn met betrekking tot de Europese blauwe kaart moet inderdaad worden omgezet in Belgisch recht tegen 19 juni 2011. Daartoe werd de bevoegde instantie gevraagd om de noodzakelijke technische aanpassingen uit te voeren.

16.03 **Theo Francken** (N-VA): We hebben nu juist de kwestie van de Roma gehad, waar een van de problemen is dat de Roma de E-kaart met een geldigheid van vijf jaar veel te snel krijgen. Zullen we die kaart nu verlengen tot tien jaar?

16.04 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Roma is geen nationaliteit. Als EU-burger wordt men ingeschreven voor drie maanden, daarna krijgt men een E-kaart en vervolgens een E+. Velen vragen zelfs nooit een E+. Cruciaal is de periode van drie jaar, waarna men recht heeft op een E+ en het verblijf is toegestaan. Maar zelfs als de voorwaarden niet meer zijn vervuld, mogen EU-burgers nu toch in België blijven.

16.05 **Theo Francken** (N-VA): De staatssecretaris zegt zelf dat heel veel vreemdelingen geen E+ aanvragen omdat ze hun E-kaart hebben. Als men een E-kaart verlengt tot tien jaar, zal men de E+ natuurlijk niet meer aanvragen.

16.06 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): In deze kwestie is de verlenging van geen tel. Het gaat niet om vijf of tien jaar, het cruciale moment is drie jaar.

Het incident is gesloten.

17 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "winkeldiefstallen in België" (nr. 2033)**

17.01 **Peter Logghe** (VB): Het aantal winkeldiefstallen is groot. De politie heeft gemerkt dat bijzonder veel

winkeldieven illegaal in ons land verblijven en dat de DVZ niet geneigd is deze illegale winkeldieven het land uit te zetten.

Zijn er cijfers over het aandeel van illegalen in winkeldiefstallen of zwaardere misdrijven? Waarom weigert de DVZ haar medewerking? Hoeveel illegalen werden er na een diefstal uit het land gezet? Zal de DVZ andere richtlijnen krijgen?

17.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Het aandeel illegalen dat betrokken is bij misdrijven is een bevoegdheid van minister Turtelboom.

In 2010 heeft de zogenaamde trekkersbrigade van de politiezone Brussel Hoofdstad-Elsene 295 gauwdieven op heterdaad betrapt, waaronder 30 illegalen, die onmiddellijk werden gerepatrieerd na tussenkomst van de DVZ.

Op nationaal niveau zijn er geen cijfers over het aandeel illegalen betrokken bij het plegen van misdrijven. Misschien kan de minister van Justitie de heer Logghe wel inlichten over wetenschappelijk onderzoek dat daarnaar is verricht.

De DVZ weigert geenszins haar medewerking aan de politie. Illegale personen die op heterdaad worden betrapt zijn juist een prioritaire groep voor de DVZ.

17.03 **Peter Logghe** (VB): Ik heb klachten ontvangen uit de politiezone Gent. Het is jammer dat er geen cijfers worden bijgehouden over het aandeel illegalen dat betrokken is bij een misdrijf.

17.04 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): In het vervolg kan de heer Logghe beter vooraf zeggen over welke politiezone hij het heeft.

17.05 **Peter Logghe** (VB): Ik had al vermeld in een vraag aan minister Turtelboom dat het niet over Brussel ging, maar dat heeft de staatssecretaris blijkbaar niet begrepen. Het antwoord voldoet geenszins en ik zal hierop terugkomen.

Het incident is gesloten.

18 **Vraag van de heer Bart Somers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het terugkeerbeleid voor asielzoekers" (nr. 2193)**

18.01 **Bart Somers** (Open Vld): Enkele dagen geleden maakte de staatssecretaris cijfers bekend over het aantal illegalen dat ons land verlaten heeft. Een goed terugkeerbeleid staat of valt met een effectieve uitvoering van de gedwongen terugkeer. Als er kan worden aangetoond dat illegalen wel degelijk gedwongen uit het land gezet worden, dan zal dat anderen motiveren om vrijwillig terug te keren.

Er blijkt nog steeds een gebrekkige informatie-uitwisseling tussen Fedasil en de DVZ. Wat zijn de definitieve cijfers voor de terugkeer in 2010, zowel de gedwongen als de vrijwillige terugkeer?

18.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Wat voor zin heeft het om cijfers te geven als de heer Somers ze toch betwist?

18.03 **Bart Somers** (Open Vld): Toch had ik graag de cijfers gekregen.

Welke mogelijkheden heeft de DVZ om afgewezen asielzoekers te identificeren? Welke initiatieven zullen er genomen worden om de informatie-uitwisseling tussen de DVZ en Fedasil te verbeteren?

18.04 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Eerst zegt de heer Somers dat ik niet eerlijk ben. Nu komt hij mij cijfers vragen. Ik vind dat vreemd. Ik heb een tabel bekend gemaakt met cijfers over het aantal repatriëringen, opgesplitst in verschillende categorieën. Alles wat de heer Somers vraagt, heb ik reeds publiek gemaakt. Ik heb ook het vrijwillig vertrek berekend aan de hand van gegevens van de DVZ en de

Internationale Organisatie voor Migratie (IOM). Ik heb dat opgesplitst naargelang de soort van terugkeer.

Uiteraard kunnen de cijfers veel beter. Het terugkeerbeleid is niet eenvoudig en moet efficiënter. De cijfers voor 2010 liggen wel hoger dan die voor 2007, 2008 of 2009.

18.05 Bart Somers (Open Vld): De staatssecretaris verdedigt zichzelf nu. Ik heb echter recht op een antwoord op mijn vragen over de gedwongen terugkeer.

18.06 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Ik wil daar graag op antwoorden. Preventie is natuurlijk het beste terugkeerbeleid. De cijfers voor de vrijwillige terugkeer liggen veel hoger. De DVZ kan daarin verschillende initiatieven nemen en daar bestaan ook fondsen voor. Ik heb al herhaaldelijk gezegd dat het terugkeerbeleid beter de bevoegdheid van één minister was. Ik denk dat wij het daarover eens zijn.

In de tabellen die ik bekend gemaakt heb, kan de heer Somers alle cijfers vinden. Ongetwijfeld zijn er ook periodes in 2010 waarin de cijfers wat minder waren.

Ik heb net hetzelfde gedaan als toen dit de bevoegdheid was van de ministers Turtelboom en Dewael, namelijk cijfers bekend maken en vergelijken met voorgaande jaren. Het klopt dat er in 2004 veel meer mensen zijn teruggekeerd, maar dat waren ook veel Oost-Europeanen die ondertussen Europese burgers zijn geworden. Er kunnen altijd cijfers gevonden worden die beter of slechter zijn. Ik probeer maatregelen te nemen om de terugkeercijfers te verbeteren.

De DVZ identificeert afgewezen asielzoekers op verschillende manieren. Op basis van interviews met de vreemdelingen en door analyse van het dossier en controle van biometrische gegevens bij de partnerlanden of herkomstlanden. Steeds meer wordt ook overgegaan tot het opstarten van de identificatie voor de vreemdeling wordt opgesloten, teneinde de opsluitingstermijn zo kort mogelijk te houden en om de terugkeer op een meer efficiënte manier uit te voeren.

De DVZ pleegt ook veel intern overleg om de opvolging van geweigerde asiel- en regularisatiedossiers beter op elkaar af te stemmen. Het lokaliseren van de afgewezen asielzoekers is een andere zaak. Ik heb voorstellen gedaan om dat te verbeteren. Als wij contact kunnen blijven houden met deze mensen, dan kunnen wij ook de vrijwillige terugkeer beter organiseren. Dat is ook voor een deel een bevoegdheid van staatssecretaris Courard. Momenteel heeft de DVZ dergelijke informatie niet ter beschikking.

Er moeten nog veel initiatieven worden genomen. Wij hebben een adviesaanvraag ingediend bij de Privacycommissie om toegang te krijgen tot de databank van Fedasil. Er werd al een memorandum of understanding ondertekend. Er is het 'plan retour' dat het contact met Justitie wil verbeteren, zodat gevangenen geïdentificeerd kunnen worden. Binnenlandse Zaken vraagt een escorte voor mensen die terugkeren. Er wordt een rondzendbrief voorbereid voor de gemeenten over hoe zij illegalen kunnen informeren. Er is contact met Buitenlandse Zaken en de consulaire posten over de re-admissie-akkoorden. Al deze informatie is belangrijk om in samenwerking met Fedasil een beter terugkeerbeleid te organiseren.

18.07 Bart Somers (Open Vld): Ik betreur het dat er op mijn duidelijke vraag naar cijfers over de gedwongen terugkeer geen antwoord kwam. Ik heb enkel een tirade gekregen.

Ik ontvang nu die informatie schriftelijk. Ik probeer het snel te overlopen. In dit Parlement is het de gewoonte dat er eerst op de vraag geantwoord wordt en dat er daarna eventueel beschouwingen aan toegevoegd worden. Ik ben blij dat ook de staatssecretaris vindt dat er beter één minister bevoegd voor asiel- en migratiebeleid komt. Wij zijn daar al lang vragende partij voor en ik ben blij dat het draagvlak nu groeit.

De gedwongen terugkeer is belangrijk als sluitstuk van het beleid inzake vrijwillige terugkeer. Het moet een stok achter de deur zijn. In de krant las ik dat de staatssecretaris verkondigde dat hij het beter deed dan zijn liberale voorgangers. Ik ben het daar fundamenteel mee oneens. In 2006 werden er 7.300 personen gedwongen teruggestuurd, in 2007 4.900, in 2008 4.091 en in 2009 3.791. In 2010 waren het slechts 3.500 personen. Daar zijn bovendien ook de uitdrijvingen aan de grens bijgeteld. In 2010 zitten we hoe dan ook met

het laagste cijfer van gedwongen uitzettingen in de voorbije tien jaar.

Het klopt dat de Oost-Europeanen niet meer teruggestuurd kunnen worden. De migratiestromen zijn echter ook gewijzigd. De illegalen die nu worden aangetroffen, komen bijvoorbeeld uit de Kaukasus. Men kan perfect hetzelfde uitwijzingsbeleid voeren. De instroom in 2010 is bovendien veel groter dan de voorbije jaren, dus er komen veel meer personen in aanmerking voor een uitwijzing.

Het probleem ligt bij de samenwerking tussen de DVZ en Fedasil. De politieke wil ontbreekt daarvoor. De DVZ weet niet wie er in de instellingen van Fedasil zit en Fedasil weet niet wie van haar cliënteel het bevel heeft gekregen om het grondgebied te verlaten. Ik betreur de windowdressing van de staatssecretaris. Het fundament van het beleid is de gedwongen terugkeer en net op dat vlak faalt men.

Het incident is gesloten.

19 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het terugkeerbeleid naar Afghanistan" (nr. 2038)

19.01 Theo Francken (N-VA): In antwoord op een eerdere vraag heeft de staatssecretaris gezegd dat er 47 gedwongen repatriëringen naar Afghanistan zijn geweest. Vorig week las ik echter in de nieuwsbrief *Terugkeerpraktijk* van Vluchtelingenwerk Vlaanderen dat die informatie niet klopt en dat er sinds april 2010 niemand gedwongen is moeten terugkeren wegens de situatie in het land. Volgens een ambtenaar van de cel Repatriëring zouden die cijfers gaan over Dublin-overnames naar andere EU-landen en niet naar Afghanistan. Dit wordt bevestigd door de cel Identificatie van DVZ die stelt dat er alleen sprake is van vrijwillige beslissingen om terug te keren tijdens de detentie ten gevolge van de Dublin-conventie.

Er bestaat geen bilateraal terugnameakkoord met Afghanistan en de ambassade van Afghanistan zou ook niet meewerken aan gedwongen terugkeer. De DVZ kan wel volgens een mondeling akkoord een Europees laissez passer afleveren als de ambassade de persoon als Afghaans heeft geïdentificeerd. De DVZ stelt dat het niet-leveren van documenten door de ambassade niet zozeer het probleem is, maar eerder de weigering van de betrokken Afghaan om het nationaal paspoort te ondertekenen, waardoor er op de luchthaven nog een hele procedure volgt.

Kan de staatssecretaris de exacte data van de repatriëringen van Afghanen in 2010 geven? Wat gebeurt er met illegale Afghanen die worden opgepakt voor ernstige inbreuken op de openbare orde? Hoe staat het met de onderhandelingen voor een MOU met Afghanistan?

Klopt het dat de diensten van de staatssecretaris van hem de opdracht hebben gekregen om voor Afghaanse kwetsbare gevallen een ruimere toepassing te hanteren van de soevereiniteitsclausule in het geval van Dublin-Griekenland-dossiers, waardoor er voor die gevallen geen bevel om het grondgebied te verlaten zal worden afgeleverd? Wie zijn die kwetsbaren precies? Klopt mijn stelling dat de facto alle Afghanen die naar België komen verblijfsrecht krijgen? Is het niet vreemd dat vrijwillige terugkeer blijkbaar geen probleem is, maar dat gedwongen terugkeer naar Afghanistan niet meer kan?

19.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Bij de 47 Afghanen die gerepatriëerd werden, zijn diegenen die de Dublinprocedure volgden, inbegrepen.

Er zijn vorig jaar 59 Afghanen gerepatriëerd: 1 naar Afghanistan onder escorte, 25 in het kader van de Dublinprocedure zonder escorte, 29 in hetzelfde kader maar met escorte en 4 naar een EU-land zonder escorte.

Heel weinig Afghaanse onderdanen moeten wegens ernstige inbreuken op de openbare orde worden gerepatriëerd.

In totaal zitten 15 Afghanen in strafinstellingen. In 2009 werden de laatste keer Afghanen met criminele antecedenten verwijderd.

Een MOU geeft België meer rechtszekerheid bij de organisatie van de identificatie- en terugkeerprocedure. De onderhandelingen voor het MOU lopen nog steeds. Er is een principeakkoord over de tekst, maar er loopt nog een discussie binnen de Afghaanse regering.

Momenteel worden er geen personen naar Griekenland teruggestuurd wegens de voorlopige maatregelen die het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in Straatsburg heeft genomen. Dat staat los van Afghanistan. Het Europees Hof onderzoekt de situatie van de kandidaat-vluchtelingen in Griekenland.

Aangezien de termijnen om een overnameverzoek in te dienen volgens de Dublinreglementering beperkt zijn, heeft de DVZ inderdaad in een aantal gevallen beslist om het soevereiniteitsprincipe te hanteren en de asielprocedure zelf te behandelen. Dat is niet alleen voor Afghanen zo, maar voor alle nationaliteiten.

Uiteraard krijgen niet alle Afghanen die in ons land verblijven een verblijfsvergunning. De situatie in het land is precair, maar automatisch een verblijfsvergunning toekennen zou een aanzuigeffect creëren dat de heer Francken zeker niet wil. Het is logisch dat een vrijwillige terugkeer vlotter verloopt dan een gedwongen omdat de persoon dan zelf streeft naar de juiste reisdocumenten en ook kan rekenen op financiële en materiële steun.

19.03 Theo Francken (N-VA): Wat die eerdere vermelding van 47 Afghanen betreft, zou ik de staatssecretaris willen vragen voortaan toch maar duidelijker op vragen naar cijfers te antwoorden.

19.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Ik had me bij die eerdere vraag inderdaad vrij ongelukkig uitgedrukt.

19.05 Theo Francken (N-VA): Het principeakkoord is erg belangrijk. Bij mij blijft het wel wringen dat we Afghanen niet gedwongen kunnen repatriëren, maar dat ze wel massaal vrijwillig terugkeren en 950 euro opstrijken.

Niet alle Afghanen krijgen verblijfsrecht, maar ik vermoed dat meer dan 80 procent dat wel krijgt.

19.06 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Het gaat om 70 procent, inclusief subsidiaire bescherming.

19.07 Theo Francken (N-VA): Maar wat gebeurt er dan met de rest?

De **voorzitter**: Meneer Francken, u mag een repliek geven, geen nieuwe vragen beginnen stellen. Op die manier neemt elke vraag hier een kwartier in beslag.

Het incident is gesloten.

20 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het begrip 'kind ten laste' bij regularisatieaanvragen" (nr. 2144)

20.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Op 20 oktober jongstleden antwoordde u mij dat het begrip meerderjarig kind ten laste inzake regularisatieaanvragen verwijst naar het kind dat financieel ten laste is en waarvan de opvoeding en het onderhoud verzekerd worden. Het bewijs van afstamming moet worden voorgelegd.

Hoe kan men bewijzen dat men ten laste is van de ouders als zij geen aangegeven inkomsten hebben, wat het geval is voor tal van regularisatieaanvragers die geen verblijfskaart hebben? Is het in dezelfde woning verblijven een toereikende aanwijzing?

Voorzitter: Sarah Smeyers.

20.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Frans): Het bewijs van afstamming en van het feit dat het meerderjarige kind financieel ten laste is, moet worden voorgelegd. Het in dezelfde woning verblijven is een ontoereikend bewijs, want de betrokkene kan in zijn behoeften voorzien.

20.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): De situatie is moeilijk voor kinderen die hun studies beëindigd hebben en die hun plaats op de arbeidsmarkt nog niet gevonden hebben, en het moeten redden zonder werkloosheidsuitkering of geen beroep kunnen doen op een ander stelsel.

Het incident is gesloten.

21 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de uitwijzingen naar Ivoorkust" (nr. 2206)

21.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): De situatie in Ivoorkust is gespannen. In december en januari zijn er in dat land 210 doden gevallen. De bevolking dreigt er geconfronteerd te worden met een ernstige humanitaire crisis en Buitenlandse Zaken geeft een negatief reisadvies. Worden er nog uitgeprocedeerde asielzoekers naar dat land uitgewezen?

21.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Frans*): Officieel werden de repatriëringen niet stopgezet. Er dient wel te worden opgemerkt dat het momenteel heel moeilijk is om reisdocumenten te krijgen. Er zijn er de laatste tijd geen geweest. Er waren twee Dublintransfers, naar Spanje en Slovenië.

21.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Het zou raadzaam zijn een en ander even te bevrozen tot de situatie zich stabiliseert.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Ben Weyts.

22 Vraag van de heer Rachid Madrane aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de Europese reglementering van 15 december 2010 die Albanese en Bosnische burgers vrijstelt van visumplicht om in de Schengenruimte te reizen" (nr. 2223)

22.01 Rachid Madrane (PS): Sinds 15 december 2010 kunnen Albanese en Bosniërs krachtens een nieuwe Europese regelgeving zonder visum door de Schengenruimte reizen. Dat heeft geleid tot een aanzienlijke toestroom van mensen uit die landen op de luchthaven van Luik. Veel Albanese werden uitgewezen, omdat ze niet aan alle voorwaarden voldeden om tot het grondgebied te kunnen worden toegelaten.

Zouden de betrokken landen hun burgers niet kunnen informeren over de voorwaarden waaraan die, ondanks de vrijstelling van visum, moeten voldoen om toegang te krijgen tot ons grondgebied? Zouden de luchtvaartmaatschappijen hun passagiers niet kunnen controleren voor ze aan boord gaan?

22.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Frans*): De Albanese regering is goed op de hoogte. Er werden tal van preventiecampagnes georganiseerd op Europees niveau, en ik ben ter plaatse geweest. Aan de vervoerbedrijven werd gevraagd de passagiers grondig te controleren en hen op de hoogte te stellen van alle toegangsvoorwaarden. Er werden overeenkomsten gesloten met tal van vervoerbedrijven.

Het incident is gesloten.

23 Vraag van de heer Rachid Madrane aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het koninklijk besluit van 8 juni 2009 krachtens hetwelk de Dienst Vreemdelingenzaken de bevoegde autoriteit is voor het beheer van het INAD-centrum en gelijkgestelde centra" (nr. 2224)

23.01 Rachid Madrane (PS): Personen die niet voldoen aan de voorwaarden om tot de Schengenzone te worden toegelaten en die via de luchthaven van Luik ons land binnenkomen, worden momenteel in primitieve omstandigheden op de luchthaven zelf ondergebracht, waar ze geen enkele sociale, juridische of medische

begeleiding genieten.

Is het niet aangewezen om de verantwoordelijkheden van de Dienst Vreemdelingenzaken met betrekking tot de opvangvoorzieningen en de omkadering van de zogenaamde 'gelijkgestelde centra' in andere luchthavens dan die van Zaventem nader te bepalen? Welke maatregelen zal u in afwachting daarvan nemen ten aanzien van personen aan wie de toegang tot het Belgische grondgebied wordt geweigerd?

23.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): De luchthavenuitbater moet op het terrein van de luchthaven de nodige infrastructuur ter beschikking stellen voor de opvang van zogenaamde *inadmissible passengers*. Als die verplichting niet wordt nagekomen, kan de erkenning als extra-Schengen luchthaven worden ingetrokken. In overeenstemming met artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 juni 2009 is het verblijf in die centra van de regionale luchthavens beperkt tot 48 uur.

Vóór het aflopen van die termijn moet de politie de vreemdelingen die op de luchthaven verblijven, naar een van de gesloten centra van de Dienst Vreemdelingenzaken overbrengen. Als de vreemdeling niet vrijwillig vertrekt binnen de 48 uur, moet hij zo snel mogelijk naar een gesloten centrum van de Dienst Vreemdelingenzaken worden overgebracht.

Teneinde het aantal niet-toelaatbare vreemdelingen aan de grens zoveel mogelijk te beperken, tracht de Dienst Vreemdelingenzaken zo goed mogelijk samen te werken met de vervoerbedrijven, opdat deze zich zouden houden aan hun verplichting om de passagiers bij het vertrek zorgvuldig te controleren en hen over de toegangsvoorwaarden te informeren. Daartoe werden er protocolakkoorden gesloten met een vijftigtal vervoerbedrijven. Als een vliegtuigmaatschappij die voorwaarden niet naleeft, kunnen er haar financiële sancties worden opgelegd.

Het incident is gesloten.

24 **Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het kritische evaluatierapport van Fedasil met betrekking tot de gebrekkige coördinatie tussen de gedwongen en de vrijwillige terugkeer"** (nr. 2149)

24.01 **Theo Francken** (N-VA): In het rapport van oktober 2009 van het Belgisch contactpunt van het Europees migratienetwerk wordt onder andere geklaagd over de zeer open doelgroepdefinitie. Dat kan leiden tot misbruik van het principe van de vrijwillige terugkeer. De institutionele loskoppeling van vrijwillige en gedwongen terugkeer bemoeilijkt ook de coördinatie tussen beide en dit onderscheid kan het uittekenen van een geïntegreerd terugkeerbeleid in de weg staan.

Wat heeft de staatssecretaris ondernomen om tegemoet te komen aan de scherpe kritiek vanwege zelfs Fedasil aan de beleidsmakers? Is er overlegd met collega Courard over een samenwerking? Hoe wordt de wisselwerking tussen gedwongen en vrijwillige terugkeer opgevangen? Ziet de staatssecretaris een efficiënte vrijwillige terugkeer als iets dat los moet staan van het beleid tot gedwongen terugkeer? Worden beide materies niet best onder de bevoegdheid gebracht van één minister?

24.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Een geïntegreerde aanpak is inderdaad nodig voor een efficiënt humaan terugkeerbeleid. Vrijwillige terugkeer geniet de voorkeur, maar moet bij onwil meteen worden gevolgd door een gedwongen terugkeer. Hiervoor zou een specifiek regeringslid bevoegd moeten zijn. Er is geen specifiek samenwerkingsakkoord tussen Fedasil en DVZ over vrijwillige terugkeer, maar samen werken we aan een betere samenhang tussen onze respectieve bevoegdheden. Het samenwerkingsakkoord tussen Fedasil en DVZ betreft de opvolging van de families met minderjarige kinderen.

Het incident is gesloten.

25 **Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het stijgende aantal asielaanvragen uit Kosovo"** (nr. 2242)

25.01 Sarah Smeyers (N-VA): Wanneer start de staatssecretaris zijn ontradingscampagne voor Kosovo? Hoe verloopt zo'n campagne eigenlijk? Zal de regering dit blijven doen telkens als de aanvragen uit een bepaald land stijgen?

25.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Nederlands*): Ik ga in februari naar Kosovo, omdat in die maand het readmissieakkoord met Kosovo wordt gesloten. We moeten nog zien wat precies het beste moment is, er zijn daar immers ook verkiezingen.

Wij willen er zeker van zijn dat er maatregelen worden genomen op het moment dat wij met onze ontradingscampagne komen. Het is de bedoeling om de Kosovaren de boodschap te brengen dat zij beter in hun eigen land investeren om het sneller aan de regionale dynamiek te laten deelnemen, in plaats van mensenhandelaars geld te geven om naar België te reizen, waar ze hoogstwaarschijnlijk toch niet mogen blijven.

De kosten zijn niet groot, het gaat slechts om reis- en verblijfkosten voor twee dagen. In 2010 werd er 300.000 euro aan ontradingscampagnes besteed.

Mijn aanwezigheid in het land zelf betekent zeker een meerwaarde. Wij kunnen de doelgroep zo veel beter bereiken.

25.03 Sarah Smeyers (N-VA): De precieze datum hangt dus af van de verkiezingen en de ondertekening van de readmissieakkoorden?

25.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Nederlands*): Inderdaad, Nederland moet die ook ondertekenen.

Het incident is gesloten.

26 Vraag van de heer Éric Jadot aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de staking van het personeel in het gesloten centrum van Vottem op 19 januari 2011" (nr. 2255)

26.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): Afgelopen donderdag gingen de veiligheidsagenten en een deel van de maatschappelijk werkers van het gesloten centrum in Vottem voor 24 uur in staking. Volgens de pers was het personeel ontevreden over een verhoging van het aantal werkdagen, een verlaging van de risicopremie en de regeling voor de toekenning van verlofdagen.

Een gedetineerde zou in hongerstaking gegaan zijn uit protest tegen de leefomstandigheden in het centrum. Wat zijn de klachten van het personeel? Zal uw departement naar het personeel luisteren en de onderhandelingen hervatten?

Ik veronderstel dat u kennis heeft genomen van het persbericht dat gisteren werd verspreid door het collectief CRACPE (*Collectif de résistance aux centres pour étrangers*). Bevestigt u dat er een hongerstaking van start is gegaan?

26.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Frans*): Op 25 januari kwam een basisoverlegcomité bijeen.

De staking in Vottem brak spontaan uit en de stakers hielden zich niet aan het statuut en de overeenkomsten die in het Comité A gesloten werden. De staking werd dan ook niet gesteund door de representatieve vakbonden. Dat is althans wat zij aan mijn administratie meedeelden.

We vermoeden dat het probleem verband houdt met de uitvoering van een reglement waarvoor er in september een overeenkomst was gesloten. Die overeenkomst strekt ertoe het werk beter te organiseren om de aanwezigheid van de veiligheidsagenten in de verschillende vleugels beter te regelen. Dat reglement werd opgesteld ten behoeve van de bewoners en met het oog op de veiligheid.

Momenteel is er geen algemene hongerstaking aan de gang in Vottem. Twee personen weigeren te eten: de ene persoon omdat hij vrijgelaten wil worden en de andere uit protest tegen zijn repatriëring.

26.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Ik bevestig dat de vakbondsafvaardiging kennelijk niet achter die staking stond.

Wat de hongerstaking betreft, vestig ik uw aandacht op de eisen van het collectief CRACPE met betrekking tot het in afzondering plaatsen van die hongerstakers.

Het incident is gesloten.

27 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Theo Francken** aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de open terugkeercentra" (nr. 2230)
- mevrouw **Nahima Lanjri** aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het voorstel tot oprichting van terugkeercentra" (nr. 2259)
- de heer **Damien Thiéry** aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de oprichting van open centra voor personen die gebruik maken van een programma voor vrijwillige terugkeer" (nr. 2289)

27.01 **Theo Francken** (N-VA): De staatssecretaris heeft onlangs een persnota verspreid met een aantal cijfers over het terugkeerbeleid. In de commissie voor de Volksgezondheid hadden we enkele weken geleden een aantal voorstellen voor een concrete verbetering van de terugkeer. De staatssecretaris was daar toen niet aanwezig. Met ons voorstel zou de staatssecretaris de middelen hebben om via een koppeling van verlengde opvang aan terugkeertrajecten de DVZ een actieve rol te laten spelen bij het bevorderen van de vrijwillige terugkeer. Helaas oordeelden enkele partijen, waaronder de partij van de staatssecretaris, dat het wetsvoorstel geen aangelegenheid was conform artikel 78 van de Grondwet.

Hoe meent de staatssecretaris de vrijwillige terugkeer te bevorderen nu zijn partij zich verzet tegen de overdracht van de bevoegdheid voor vrijwillige terugkeer van Fedasil aan de DVZ? Is de staatssecretaris van plan om een apart open terugkeercentrum te openen onder de hoede van de DVZ? Heeft de staatssecretaris overlegd met de heer Courard? Het was een heel goed idee, maar volgens mij is de staatssecretaris zelfs helemaal niet bevoegd.

27.02 **Nahima Lanjri** (CD&V): De staatssecretaris pleit voor de oprichting van terugkeercentra. Een aantal bestaande programma's is niet voldoende om de terugkeer te stimuleren. De staatssecretaris had het vorig jaar over ongeveer 8.800 verwijderingen.

Wat was de verdeling tussen repatriëring, teruggedrijving en vrijwillig vertrek? Hoe ziet de staatssecretaris de rol van de terugkeercentra? Met welke maatregelen wil hij mensen overtuigen van de vrijwillige terugkeer? Waarom gebruiken we niet de huidige open centra van Fedasil om met coaches te werken vanaf het begin van de asielprocedure? Hoe zit het met de bevoegdheidsverdeling? Welke doelgroepen beoogt men?

Wat is de capaciteit van die centra? Welke ngo's en organisaties werden betrokken bij de uitwerking van dit voorstel?

27.03 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Ik heb deze ideeën inderdaad aangebracht op een persconferentie over het asielbeleid. Hiervoor is echter wel een regering vereist met volheid van bevoegdheid.

Iemand die niet meer in een open opvangcentrum mag blijven, bevindt zich ofwel op straat, ofwel in een gesloten centrum. Op dat moment zou men een terugkeer moeten inleiden, desnoods gevolgd door een gedwongen terugkeer. Dat zou moeten worden besproken.

Het centrum kan zowel uitgedeelde mensen opvangen als mensen die vrijwillig willen terugkeren. We zouden onze energie prioritair moeten richten op de vrijwillige terugkeer.

De familiehuizen, met hun systeem van coaches die praten met de familie, hebben ook goede resultaten geboekt inzake de vrijwillige terugkeer. Waarom dit dan niet uitbreiden?

Op dit moment lichten onder andere de ngo's de personen in die niet terechtkomen in het opvangnetwerk, dus is een samenwerking met het maatschappelijk middenveld essentieel.

De werkwijze heeft zeker zijn prijs, maar kan ook betere terugkeerresultaten opleveren. Het retourfonds op Europees niveau kan zo een project ook cofinancieren. In 2010 waren er 3.586 verwijderingen, 2.111 uitwijzingen en in 3.094 gevallen vrijwillige terugkeer.

27.04 **Theo Francken** (N-VA): Dit was dus een persoonlijk voorstel van de staatssecretaris om het aantal terugkeeroperaties te verhogen, dat verder moet worden besproken. Er moet inderdaad een terugkeercentrum worden opgericht, maar volgens mij kan dat ook perfect door een regering van lopende zaken, op zeer korte termijn.

27.05 **Nahima Lanjri** (CD&V): Het gaat hier dus nog niet om concrete regeringsplannen. Het nieuwe beleid moet wel het resultaat zijn van een voldragen beslissing, wat niet mogelijk is in een periode van lopende zaken. Ik nodig iedereen dan ook uit om de huidige situatie zo snel mogelijk te deblokken.

Het incident is gesloten.

28 **Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de veroordeling van ons land door doorverwijzing van een asielzoeker aan Griekenland" (nr. 2252)**

28.01 **Nahima Lanjri** (CD&V): Ons land werd onlangs door het Europese Hof voor de Rechten van de Mens veroordeeld in de zaak van een Afghaanse asielzoeker die, conform de Dublinakkoorden, voor de behandeling van zijn asielaanvraag naar Griekenland werd doorverwezen, omdat hij ook in Griekenland asiel had kunnen aanvragen.

Wat zijn de gevolgen van dit arrest voor het Belgische asielbeleid? Wat is de houding van andere lidstaten tegenover asielzoekers die via Griekenland de EU zijn binnengekomen?

Het is toch een vreemde beslissing. Ons land investeert bijvoorbeeld al in FRONTEX en nu blijkt dat we de asielzoekers die via Griekenland Europa binnenkomen, nog zelf moeten opvangen en dat we hun asielaanvraag hier moeten behandelen. Eigenlijk betalen we zo twee keer.

Hoeveel asielzoekers werden de voorbije drie jaar in het kader van de Dublinconventie naar Griekenland teruggewezen?

Het Europees Hof is trouwens ook van oordeel dat het een uitspraak is tegen de behandeling van de beslissingen van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (RVV). Is de minister hiervan op de hoogte?

28.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Het eerste deel van het arrest betreft de RVV en moet nog worden bekeken omdat inzake de effectiviteit van de schorsende periode maatregelen moeten worden genomen.

Het tweede deel van het arrest heeft betrekking op Griekenland. België zal inderdaad een groot deel van de dossiers zelf moeten behandelen. Op 13 oktober 2010 werd in afwachting van de uitspraak beslist om de transfer voorlopig op te schorten. Sinds 25 oktober wordt de asielaanvraag voor Griekenland door België behandeld, ook degene waarvoor er reeds een overnameakkoord was. Verschillende Europese landen waaronder het Verenigd Koninkrijk, Nederland, Noorwegen en Duitsland zijn ook reeds overgegaan tot opschorting van de overdrachten aan Griekenland.

Het is frustrerend dat Griekenland zijn Europese en internationale verplichtingen niet respecteert. Daarom hebben wij tijdens het Belgische voorzitterschap aan Griekenland gevraagd om een actieplan op te stellen en ze hebben daarvoor zelfs geld gekregen via de Europese Commissie. Nu moet dit plan absoluut worden uitgevoerd, anders komt heel het systeem in gevaar.

In 2010 zijn er 38 personen overgedragen aan Griekenland, allemaal per vliegtuig.

28.03 Nahima Lanjri (CD&V): Het mag niet toegelaten worden dat een ander Europees land zijn verplichtingen inzake opvang van asielzoekers en procedures niet nakomt en dat daardoor andere lidstaten de gevolgen moeten dragen. Ik ben uiteraard voor een correcte behandeling van asielzoekers, maar daarin moet elke lidstaat zijn verantwoordelijkheid nemen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2289 van de heer Thiéry is zonder voorwerp geworden.

29 Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de versterking van de asielinstanties" (nr. 2257)

29.01 Nahima Lanjri (CD&V): De ministerraad van 22 oktober 2010 besliste om extra personeel aan te werven om de asielinstanties te versterken, de opvangcrisis aan te pakken en de achterstand bij het Commissariaat-Generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen weg te werken.

Zijn er al vacatures gepubliceerd? Wordt er al personeel aangeworven? Is men al begonnen met het wegwerken van de achterstand bij het Commissariaat-Generaal en de Raad?

29.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Nederlands*): Er werd een beroep gedaan op de wervingsreserves van Selor, maar er vonden ook nieuwe selecties plaats. De vacatures werden bekend gemaakt via Selor, de VDAB en Forem en via de pers. Voor de niveaus C en D waren er geen wervingsberichten nodig omdat er al verschillende selectiedagen waren gepland op het moment dat de beslissing werd meegedeeld.

Er werden al 23 van de 57 toegestane wervingen bij de DVZ gerealiseerd en 20 van de 41 bij de CGVS en één van de tien bij de RVV. De overige wervingen volgen in de komende maanden. De vertraging komt niet door de selectieprocedure, maar door de termijn die door de kandidaten wordt gevraagd om in dienst te treden.

Bij de dienst Asiel van de DVZ was er op 1 januari 2011 nog een achterstand van 3.208 te behandelen aanvragen. Bij het CGVS bedroeg de werklast op die datum 10.560 dossiers, dat is een achterstand van 6.560 dossiers. Bij de RVV wachten er 5.160 dossiers.

Elke dienst heeft interne maatregelen genomen met het oog op een versnelde afhandeling van de achterstand, onder meer de herbenoeming van bepaalde agenten.

Het wegwerken van de achterstand hangt ook af van de instroom van nieuwe aanvragen. Het CGVS gaat ervan uit dat met de huidige middelen de achterstand op twee jaar kan worden weggewerkt.

29.03 Nahima Lanjri (CD&V): Twee jaar is lang, maar de achterstand werd jarenlang opgebouwd. We moeten een aanzuigeffect vermijden door kortere asielprocedures.

Het incident is gesloten.

30 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de afgewende staking in asielcentrum De Refuge te Brugge" (nr. 2260)

30.01 Sarah Smeyers (N-VA): De socialistische vakbonden dreigden met een staking in het gesloten centrum in Brugge na een aantal ernstige incidenten die de veiligheid van het personeel in gevaar brachten.

Was de staatssecretaris op de hoogte van de wantoestanden in de Refuge? Erkent hij dat de problemen vaak te wijten zijn aan de gebrekkige psychologische begeleiding of opvolging van de mensen daar? Hoeveel gesloten centra kampen op dit ogenblik met gelijkaardige moeilijkheden? Zullen de veiligheidsmaatregelen

beter worden toegepast? Zal het speciale regime voor agressieve personen of mensen met psychische problemen opnieuw worden ingevoerd? Zo ja, in welk budget wordt daarvoor voorzien? Zal er verder worden overlegd met de vakbonden? Is de staatssecretaris bereid om andere maatregelen te nemen om de veiligheid te bevorderen?

30.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): DVZ bracht mij bij de aanvang van mijn functie op de hoogte van de situatie. Ex-gedetineerden en andere bewoners vertonen soms agressief gedrag. De incidenten in de gesloten centra van Brugge zijn een opeenvolging van ernstig, fysiek agressief gedrag van bewoners. Dat is onaanvaardbaar. Met de vakbonden werd afgesproken dat politie en parket zullen worden gesensibiliseerd om deze zaken beter op te volgen. Met de minister van Justitie wordt onderzocht hoe het probleem kan worden opgelost.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.34 uur.